

Socfin

2012 RAPPORT ANNUEL





Socfin

2012 RAPPORT ANNUEL
SOCIETE FINANCIERE DES CAOUTCHOUCS



SOMMAIRE

Portrait du Groupe	4
1. Présentation du Groupe	4
2. Historique	4
3. Structure du Groupe	5
4. Renseignements sur les participations de Socfin	6
Marché international du caoutchouc et des huiles végétales	9
1. Caoutchouc	9
2. Huiles végétales	11
Environnement et responsabilité sociale	13
Chiffres clés	14
1. Indicateurs d'activités	14
2. Chiffres clés du compte de résultat consolidé	15
3. Chiffres clés de l'état de la situation financière consolidée	15
Données boursières	16
Faits marquants de l'exercice	16
Gouvernance d'entreprise	17
1. Introduction	17
2. Conseil d'Administration	17
3. Les Comités du Conseil d'Administration	20
3.1. Comité d'Audit	20
3.2. Comité de Nomination et de Rémunération	20
4. Rémunérations	20
5. Notification de l'actionnariat	21
6. Calendrier financier	22
7. Audit externe	22
8. Autres informations	22
Déclaration de conformité	23
Rapport de gestion consolidé	24
Rapport d'audit consolidé	28
Etats financiers consolidés	30
1. Etat de la situation financière consolidée	30
2. Compte de résultat consolidé	32
3. Etat du résultat étendu consolidé	33
4. Tableau des flux de trésorerie consolidés	34
5. Tableau de variation des capitaux propres consolidés	35
6. Annexe aux états financiers consolidés	36
Note 1. Généralités et méthodes comptables	36
Note 2. Filiales et entreprises associées	46
Note 3. Acquisitions d'activités	49
Note 4. Ecart d'acquisition	49
Note 5. Immobilisations incorporelles	50
Note 6. Immobilisations corporelles	51
Note 7. Immeubles de placement	52
Note 8. Actifs biologiques	53
Note 9. Titres disponibles à la vente	55
Note 10. Avances à long terme	55
Note 11. Impôts différés	56
Note 12. Autres actifs non-courants	57
Note 13. Stocks	58
Note 14. Créances commerciales (actif courant)	59
Note 15. Autres créances (actif courant)	59
Note 16. Actifs et passifs d'impôts exigibles	60



SOMMAIRE

Note 17. Trésorerie et équivalents de trésorerie	61
Note 18. Activités destinées à être cédées	61
Note 19. Capital et prime d'émission	61
Note 20. Réserve légale	62
Note 21. Engagements de retraites	62
Note 22. Dettes financières	64
Note 23. Provisions	66
Note 24. Autres dettes	67
Note 25. Instruments financiers	68
Note 26. Frais de personnel et effectifs moyens de l'exercice	70
Note 27. Dotations aux amortissements	70
Note 28. Dépréciations d'actifs	70
Note 29. Autres produits financiers	71
Note 30. Charges financières	71
Note 31. Charge d'impôts	72
Note 32. Résultat net par action	74
Note 33. Dividendes et tantièmes	74
Note 34. Informations relatives aux parties liées	74
Note 35. Engagements hors bilan	76
Note 36. Actifs et passifs éventuels	76
Note 37. Concessions de terrains agricoles	77
Note 38. Information sectorielle	78
Note 39. Gestion des risques	84
Note 40. Environnement politique et économique	86
Note 41. Événements postérieurs à la date de clôture	86
Note 42. Honoraires du Réviseur d'Entreprises agréé	86
Rapport de gestion social	87
Rapport d'audit social	94
Etats financiers sociaux	96
1. Bilan au 31 décembre 2012	96
2. Compte de pertes et profits au 31 décembre 2012	98
3. Annexe aux comptes sociaux de l'exercice 2012	99



1. Présentation du Groupe

Société Financière des Caoutchoucs, en abrégé « Socfin » est une société luxembourgeoise, dont le siège social est 4 avenue Guillaume, L-1650 Luxembourg. Elle a été constituée le 5 décembre 1959 et est cotée en Bourse de Luxembourg.

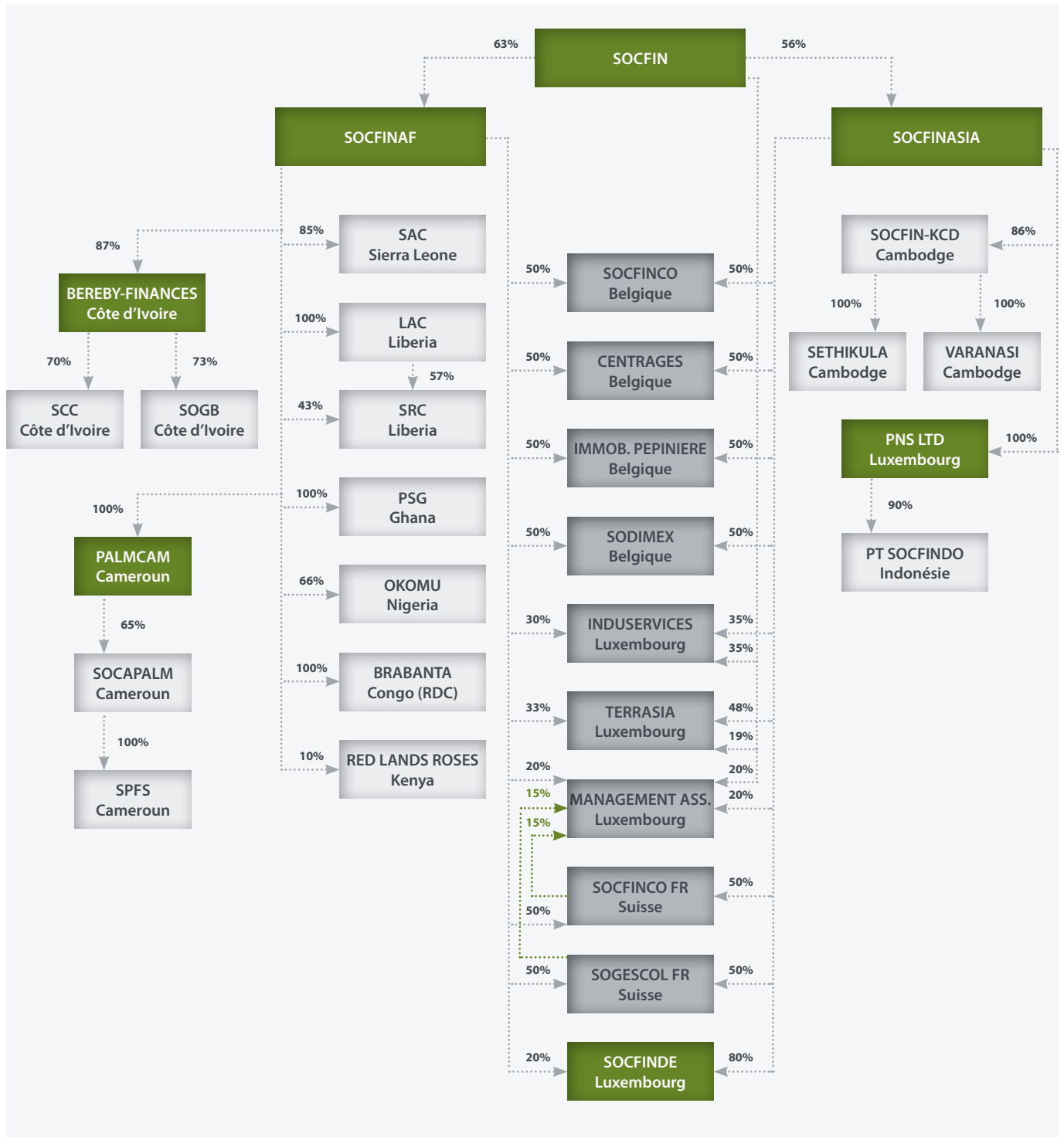
L'activité principale de Socfin consiste en la gestion d'un portefeuille de participations axées sur l'exploitation de plus de 151.000 hectares de plantations tropicales de palmiers à huile et d'hévéas, situées en Afrique et en Asie du Sud-Est. Socfin emploie plus de 25.000 personnes et a réalisé en 2012 un chiffre d'affaires consolidé de 637,7 millions d'euros.

2. Historique

- **05/12/1959** Constitution de la Société Financière Luxembourgeoise, en abrégé « Socfinal » sous la forme d'une holding luxembourgeoise.
- **09/06/1960** Les titres Socfinal ont été admis à la cote de la Bourse de Luxembourg.
- **31/12/1960** Depuis sa constitution, Socfinal a investi, entre autre, dans : Société Financière des Caoutchoucs « Socfin » S.A. (Belgique) ; Plantations Nord-Sumatra (Belgique) ; Selangor Plantations Company Berhad (Malaisie) ; Sennah Rubber Company Ltd (Angleterre) et différentes sociétés de cultures équatoriales congolaises.
- **31/12/1965** Le portefeuille affiche de nouveaux investissements en Indonésie : Société de Cultures Asahan S.A. ; Société de Cultures Batangara S.A. ; Huileries de Deli S.A. et Société de Cultures Sungei Liput S.A.
- **31/12/1971** Socfinal investit dans la Compagnie Internationale de Cultures « Intercultures » S.A., société luxembourgeoise cotée en Bourse de Luxembourg ; Socfin Industrial Development « Socfinde » S.A. (Luxembourg) et dans la Compagnie du Cambodge (France).
- **31/12/1972** Socfinal participe à la constitution de Socfinasia S.A. (Luxembourg) en échange des actions des sociétés indonésiennes Asahan, Batangara, Huileries de Deli et Sungei Liput. Socfinasia S.A. sera cotée en Bourse de Luxembourg en 1973.
- **31/12/1975** Sortie des titres Socfin (Belgique) du portefeuille.
- **31/12/1980** Acquisition d'actions Selangor Holding S.A., société luxembourgeoise cotée en Bourse de Luxembourg.
- **31/12/1994** Socfinal investit à hauteur de 60% dans le capital de la SOGB (Côte d'Ivoire) suite à la privatisation de cette plantation ivoirienne. Cette participation sera cédée à Intercultures.
- **31/12/1999** Vente des participations Selangor Holding et Plantations Nord-Sumatra S.A.
- **31/12/2000** Cession des actions Sennah Rubber Company Limited suite à l'OPA/OPE sur ces titres.
- **15/11/2006** Suite à la distribution de titres Intercultures par Socfinasia S.A. (spin-off), Socfinal détient maintenant directement, d'un côté Socfinasia S.A. (Asie) et de l'autre Intercultures (Afrique).
- **31/03/2008** Souscription à l'augmentation de Brabanta (RDC).
- **30/06/2008** Constitution de Management Associates (Luxembourg).
- **10/01/2011** Assemblée Générale Extraordinaire qui entérine l'abandon du statut de holding 29 et le changement de la dénomination en Société Financière des Caoutchoucs, en abrégé Socfin.
- **01/07/2011** Division des actions par 20.
- **31/12/2012** Socfin détient 55,82% du capital de Socfinasia et 62,90% du capital de Socfinaf.



3. Structure du Groupe



Sociétés holding

Sociétés opérationnelles

Plantations



4. Renseignements sur les participations de Socfin

PORTEFEUILLE	Nombre de titres	% direct
1) Titres cotés		
<i>Luxembourg</i>		
Socfinasia S.A.	11.191.684	55,82%
Socfinaf S.A.	10.303.378	62,90%
2) Titres non cotés		
<i>Luxembourg</i>		
Terrasia S.A.	1.891	18,91%
Induservices S.A.	3.500	35,00%
Management Associates S.A.	2.000	20,00%

Les pages qui suivent, contiennent la synthèse de l'activité et les commentaires succincts des données comptables relatives aux deux derniers exercices clôturés des principales sociétés dans lesquelles Socfin détient une participation.

Sauf autre indication, les capitaux propres comprennent le capital, les réserves au sens large et le résultat reporté avant répartition bénéficiaire de l'exercice sous revue.

Les données sociales sont mentionnées de préférence aux données consolidées.

Les bilans sont présentés dans la monnaie fonctionnelle de la Société.



SOCFINASIA Société Anonyme

SOCFINASIA S.A. est une société holding luxembourgeoise qui détient des participations dans des sociétés qui opèrent directement ou indirectement en Asie du Sud-Est dans les secteurs de production de caoutchouc et de l'huile de palme.

Capital : EUR 25.062.500 représenté par 20.050.000 actions sans mention de valeur.

Le bénéfice de l'exercice clôturé au 31 décembre 2012 s'élève à EUR 68.013.878. Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale Ordinaire du 29 mai prochain, la mise en paiement d'un solde de dividende de EUR 1,50 par action. Pour rappel, EUR 2 ont déjà été versés fin 2012 au titre d'acompte sur l'exercice 2012.

Chiffres Clés (en milliers d'euros)

Au 31 décembre	2012	2011
Actifs immobilisés	285.280	281.606
Autres actifs	63.114	75.465
Capitaux propres ⁽¹⁾	341.721	349.431
Dettes, provisions et tiers	6.673	7.641
Résultat de l'exercice	68.014	68.223
Résultat distribué	77.972	55.694
Cours de bourse (en euro)	29,98	24,10
Dividende unitaire brut (en euro)	3,50	2,50
Dividende/Capitalisation boursière (en %)	11,67	10,37
Participation de Socfin (en %)	55,82	54,74

⁽¹⁾ avant affectation du dividende final mais sous déduction de l'acompte.



SOCFINAF Société Anonyme

SOCFINAF S.A. est une société holding luxembourgeoise qui détient des participations dans des sociétés qui opèrent directement ou indirectement en Afrique tropicale, pour l'essentiel dans les secteurs de production de caoutchouc et de l'huile de palme.

Capital : EUR 32.760.000 représenté par 16.380.000 actions sans mention de valeur.

L'exercice se clôture au 31 décembre 2012 par un profit de EUR 30.236.620. Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale Ordinaire du 29 mai prochain, la mise en paiement d'un solde de dividende de EUR 0,20 par action. Pour rappel, EUR 0,30 ont déjà été versé en octobre 2012 au titre d'acompte sur l'exercice 2012.

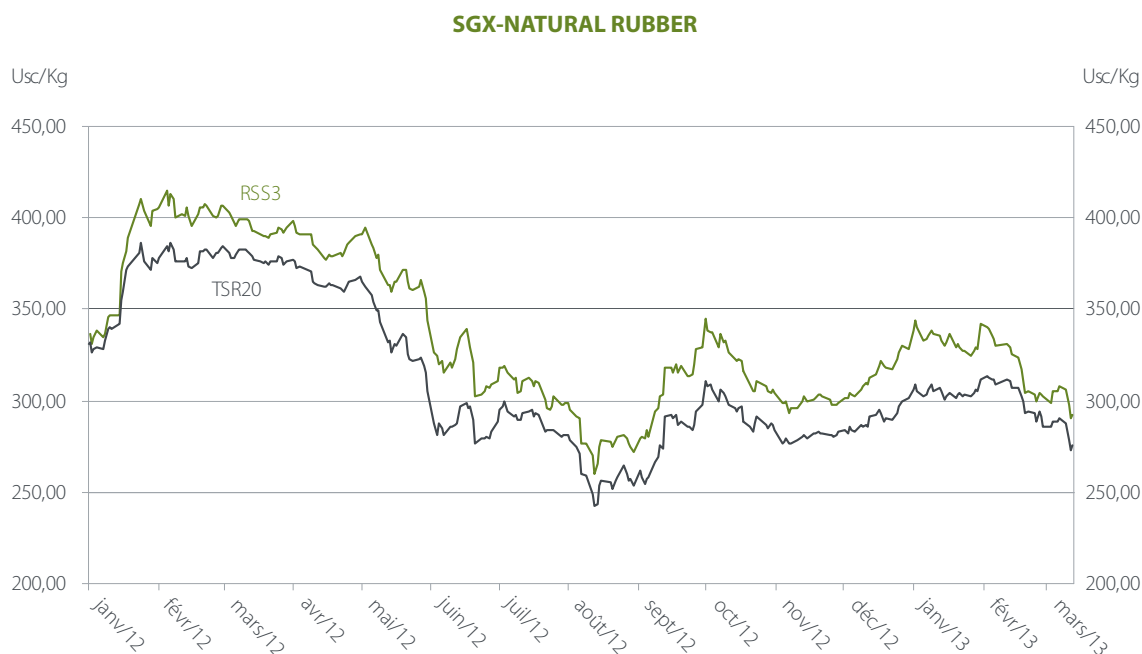
Chiffres Clés (en milliers d'euros)

Au 31 décembre	2012	2011
Actifs immobilisés	176.223	150.424
Autres actifs	7.542	6.633
Capitaux propres ⁽¹⁾	156.793	135.647
Dettes, provisions et tiers	26.972	21.410
Résultat de l'exercice	30.237	16.839
Résultat distribué	9.100	9.100
Cours de bourse (en euro)	19,90	19,00
Dividende unitaire brut (en euro)	0,50	0,50
Dividende/Capitalisation boursière (en %)	2,51	2,63
Participation de Socfin (en %)	62,90	60,77

⁽¹⁾ avant affectation du dividende final mais sous déduction de l'acompte.



1. Caoutchouc



**Tableau de l'offre et de la demande mondiales de caoutchouc naturel
(en milliers de tonnes – Source LMC – Février 2013)**

	2012	2011	2010	2009
Production	11.076	10.709	10.050	9.293
Consommation	10.607	10.585	10.207	9.224
Variation stocks	469	124	-157	69
Total stock en fin de période	1.956	1.487	1.363	1.520

LMC : Landell Mills Commodities.

**Tableau de l'offre et de la demande mondiales de caoutchouc synthétique
(en milliers de tonnes – Source LMC – Février 2013)**

	2012	2011	2010	2009
Production	14.450	14.311	13.581	11.956
Consommation	14.370	14.267	13.613	11.916
Variation stocks	80	44	-32	40

LMC : Landell Mills Commodities.



Le marché international en 2012

La moyenne des cours du caoutchouc naturel (TSR20 1^{re} position sur SGX) en 2012 est de 3.156 USD/tonne FOB Singapour, en baisse d'environ 30% par rapport à la moyenne annuelle des cours en 2011 qui était de 4.519 USD/tonne.

Après s'être stabilisés aux alentours des 3.300 USD/tonne fin 2011, les cours du caoutchouc naturel (TSR20) sont repartis à la hausse durant le 1^{er} trimestre 2012, pour atteindre des niveaux de 3.700/3.800 USD/tonne. Cette reprise des cours fut principalement liée à l'annonce faite en janvier par le gouvernement thaïlandais d'un programme d'achat de 200.000 tonnes de caoutchouc aux petits planteurs afin de soutenir les prix, ainsi qu'à l'entrée des principaux pays producteurs en période d'hivernage.

A partir de fin mars, le marché s'est inscrit dans une tendance fortement baissière dans un contexte macro-économique difficile. Le fort ralentissement de la demande dans les principaux pays consommateurs et tout particulièrement en Europe et les niveaux de stocks élevés en Chine ont fait

chuter les cours de près de 1.400 USD/tonne pour atteindre au mois d'août leur plus bas niveau depuis 2009, aux alentours des 2.400/2.500 USD/tonne.

Au mois d'août également et afin d'enrayer la chute des prix, les trois principaux pays producteurs (Thaïlande, Indonésie et Malaisie) ont conjointement annoncé la mise en place d'un programme visant à réduire leurs exportations de caoutchouc naturel de 300.000 tonnes sur la période « octobre 2012 à mars 2013 » et à accélérer le « replanting » de 100.000 ha afin de réduire l'offre de 150.000 tonnes supplémentaires. Cette annonce a positivement influencé les cours qui ont évolué entre 2.700 et 3.000 USD/tonne sur les derniers mois de l'année pour clôturer au 31 décembre légèrement au-dessus de 3.000 USD/tonne.

Selon Landell Mills Commodities, la production mondiale de caoutchouc naturel a augmenté de 3,4% en 2012, alors que la demande est restée quasi inchangée par rapport à 2011, créant un surplus d'offre conséquent de 469.000 tonnes.

Perspectives du marché international en 2013

Durant les 2 premiers mois de l'année, les cours du TSR20 ont évolué aux alentours des 3.000 USD/tonne soutenus par l'approche de l'hivernage. D'autres facteurs tels le recul du yen par rapport au dollar rendant les matières premières sur TOCOM plus attractives, la progression des marchés financiers qui ont évité le « mur budgétaire » aux Etats-Unis et le regain de confiance sur la gestion de la crise de la dette en Europe, ont influencé positivement les cours.

A partir de fin février, les cours ont baissé et sont passés sous la barre des 2.800 USD/tonne. Le gouvernement thaïlandais a annoncé qu'il ne reconduirait pas son programme de rachat de matières premières qui se termine fin mars. Dans le même temps, les stocks actuels élevés en Chine, au Japon et en Thaïlande inquiètent le marché.

Sur base des prévisions de croissance mondiale du FMI pour 2013 (+3,5%), l'IRSG prévoit une hausse des productions de

3,2% à 11,77 millions de tonnes et une hausse de la consommation de 5,9% à 11,59 millions de tonnes. Il y aurait toujours un surplus de production mais nettement plus faible qu'en 2012 (179.000 T >< 459.000 T).

A la différence de la production dont le pourcentage de croissance reste prévisible (entre 3 à 5% par an), l'évolution de la demande reste très incertaine et ce tout particulièrement dans les économies développées. Le marché devra inévitablement compter sur la bonne tenue des économies émergentes.

Les cours du caoutchouc naturel resteront à nouveau probablement très volatiles en 2013 et fluctueront en fonction de l'évolution de nombreux facteurs difficilement maîtrisables.



2. Huiles végétales

CIF ROTTERDAM - PALM OILS



Production mondiale d'huile de palme en millions de tonnes (source Oil World)

	2020*	2012*	2011	2010	2009	2008	2000	1995
Indonésie	41,0	26,5	24,1	22,1	21,0	19,4	7,1	4,2
Malaisie	24,0	18,8	18,9	17,0	17,6	17,7	10,8	7,8
Autres	13,0	7,8	7,5	6,8	6,7	6,5	4,1	3,2
TOTAL	78,0	53,1	50,5	45,9	45,3	43,6	22,0	15,2

(*) Estimation.

Production des principales huiles en millions de tonnes (source Oil World)

	oct12 – sept13*	2012*	2011	2010	2009	2008
Palme	55,3	53,1	50,5	45,9	45,3	43,6
Soja	43,1	41,8	41,6	40,2	36,1	36,8
Colza	23,9	24,4	23,7	24,0	21,7	20,0
Tournesol	13,8	14,7	13,1	12,5	13,0	10,9
Coton	4,9	5,1	4,9	4,6	4,7	5,0
Arachide	3,8	3,9	4,1	4,2	4,2	4,2
Palmiste	6,2	6,0	5,6	5,2	5,2	5,0
Coprah	3,3	3,2	3,0	3,6	3,3	3,2
TOTAL	154,3	152,2	146,5	140,2	133,5	128,7

(*) Estimation.



Le marché international en 2012

La moyenne des cours du CPO CIF Rotterdam en 2012 est de 999 USD/tonne, en baisse d'environ 11% par rapport à la moyenne annuelle des cours en 2011, qui était de 1.125 USD/tonne.

Les cours de l'huile de palme, positivement influencés par les mauvaises récoltes de soja en Amérique du Sud, ont atteint les 1.200 USD/tonne CIF Rotterdam courant du mois d'avril. Suite à un temps trop sec dans les deux hémisphères, les productions mondiales de fève de soja pour la récolte 2011/2012, estimées à 240 millions de tonnes, ont en effet subi une baisse sans précédent d'environ 26 millions de tonnes par rapport à la récolte précédente.

A partir de fin avril, les cours de l'huile de palme sont repartis à la baisse dans un contexte de crise de la dette dans la zone euro et des craintes d'un ralentissement de l'écono-

mie mondiale et plus particulièrement chinoise. Courant du mois de juin, le CPO CIF Rotterdam passait sous la barre des 1.000 USD/tonne. A partir du mois de septembre, les récoltes de soja en Amérique du Nord ayant été moins mauvaises que prévu et les stocks de palme en Malaisie/Indonésie étant en hausse continue, les cours du palme ont continué de chuter, perdant plus de 20% de leur valeur en un mois. En décembre, les cours du CPO CIF Rotterdam ont atteint leur plus bas niveau depuis novembre 2009, à 750 USD/tonne.

Afin de réduire les niveaux de stock et d'enrayer la chute des cours, le gouvernement malais a annoncé courant du mois de décembre la suppression temporaire des taxes à l'export sur le CPO à partir du mois de janvier 2013. Les cours du CPO CIF Rotterdam ont clôturé au 31 décembre aux alentours des 800 USD/tonne.

Perspectives du marché international en 2013

Après avoir atteint un niveau record à 2,63 millions de tonnes fin 2012, les stocks d'huile de palme en Malaisie, indicateur de référence du marché, sont en baisse depuis 2 mois avec l'entrée en période de basse production en Malaisie/Indonésie. Cette baisse des stocks a permis une légère reprise des cours. La moyenne des cours du CPO CIF Rotterdam pour les 2 premiers mois de l'année avoisine les 850 USD/tonne.

Si les rendements sont généralement plus faibles en début d'année, le marché s'attend toutefois à une nouvelle hausse des productions mondiales d'huile de palme qui atteindraient 55 millions de tonnes en 2013 (+2 millions par rapport à 2012).

La direction que prendront les cours du palme dans les mois à venir reste très incertaine compte tenu des doutes sur le dynamisme de la demande mondiale.

Du côté des fondamentaux haussiers, l'huile de palme bénéficie d'un tarif très attractif par rapport aux autres huiles végé-

tales. Elle se traite toujours à forte décote (+/-250 USD/tonne) par rapport à l'huile de soja. Par ailleurs, la compétitivité actuelle du palme par rapport au pétrole pourrait encourager un regain de la demande pour la production de biocarburant.

Du côté des fondamentaux baissiers, la production mondiale de fèves de soja pour la récolte 2012/2013 devrait être bien meilleure que la saison passée avec près de 268 millions de tonnes estimées actuellement. Même si elles restent incertaines en Argentine, les récoltes s'annoncent excellentes au Brésil. On peut donc s'attendre à une augmentation de l'offre d'huile de soja sur les marchés à partir du second semestre, ce qui impacterait négativement les cours du palme.

D'autres facteurs influenceront également l'évolution des cours du palme, comme notamment les politiques douanières des pays exportateurs et importateurs, l'évolution de la crise dans la zone euro, l'évolution de la croissance en Inde et en Chine, respectivement 1^{er} et 2^{ème} plus gros importateurs d'huile de palme.



Environnement et responsabilité sociale

Depuis novembre 2010, le Département « Développement Durable » traite les questions environnementales, sociales, d'hygiène et de sécurité liées aux activités agro-industrielles du Groupe.

En 2012, les experts du Département ont **audités les systèmes de gestion** de l'environnement, de l'hygiène, de la sécurité et en matière de responsabilité sociale (HSSE) des plantations de la Socapalm et de la Safacam (Cameroun), d'Okomu (Nigeria), de la SOGB (Côte d'Ivoire), l'usine de SCC (Côte d'Ivoire), les plantations de LAC et de SRC (Liberia) ainsi que la plantation de SAC (Sierra Leone) soit pour établir les premiers plans d'actions, soit pour y évaluer l'amélioration continue des performances.

L'objectif d'amélioration continue a conduit les responsables de sites à étoffer leurs **ressources humaines** en matière d'hygiène, sécurité et environnement (HSE) et, désormais, chaque site (y compris ceux en gestion) a un responsable HSE dans son organigramme.

Dans le cadre des **certifications** de nos systèmes de gestion, la Socapalm et la Safacam ont continué à mettre en place leur système de gestion de l'environnement conformément à la norme **ISO14001** ; l'audit à blanc de trois sites (Eseka, Mbongo et Mbambou) de la Socapalm doit avoir lieu dans le courant du 1^{er} trimestre 2013 et devrait mener à une certification dans le courant du deuxième trimestre 2013 ; les autres sites suivront.

Ces trois sites de la Socapalm seront les premières unités agro-industrielles de production d'huile de palme certifiées ISO14001 en Afrique centrale.

La SOGB (Côte d'Ivoire), SRC (Liberia) et Okomu (Nigeria) sont, elles aussi, entrées dans la même démarche, en mobilisant, dans un premier temps, leurs ressources humaines internes.

Les sites au Nigeria, au Cameroun et en Sierra Leone ont été contactés et ont décidé de participer aux Groupes de travail pour les interprétations nationales des Principes et Critères **RSPO** (Roundtable on Sustainable Palm Oil).

PT Socfindo (Indonésie) est certifiée ISO14001 et **OHSAS 18001** pour la totalité de ses plantations (palmiers à huile et caoutchouc) et est certifiée RSPO pour ses plantations de Bangun Bandar et Tanah Gambus. Les plantations et usines de Matapao, Negeri Lama, Sungai Liput et Aek Loba seront certifiées RSPO en avril 2013 ; ce qui donnera un total de plus de 23.000 ha certifiés conformément à ce code de bonnes pratiques.

Le Département a apporté un support technique aux sites agro-industriels, notamment en produisant de nouvelles procédures-cadre en matière d'Hygiène, Sécurité et Environnement.

En outre, l'expertise du Département a été requise pour améliorer les études d'impact environnemental et social, et les plans de gestion en matière d'HSE, réalisés par des bureaux locaux, et les amener au niveau des exigences qualitatives des bailleurs de fonds internationaux, notamment à LAC (pour l'implantation de la centrale hydro-électrique), à SAC (monitoring des activités) et à la Safacam (projet d'extensions).

Le Département assure la coordination des projets sociaux (construction de centres médicaux et écoles) à mettre en œuvre au sein de la Socapalm, SPFS, Okomu, SOGB, Brabanta, LAC et SRC, avec un cofinancement de la DEG, banque de développement allemande.

Enfin le Département met en place un système de reporting régulier qui permettra d'assurer l'efficacité du suivi.



Chiffres clés

1. Indicateurs d'activités

Superficies (en hectares)		Hévéa	Palmier
Au 31 décembre 2012			
Immatures (par année de planting)			
2012		2.973	8.536
2011		3.824	5.511
2010		4.119	3.761
2009		4.175	1.966
2008		2.150	-
2007		1.879	-
2006		1.189	-
2005		720	-
Total		21.029	19.774

Jeunes	(de 8 à 11 ans)	10.057	(de 4 à 7 ans)	10.838
Matures	(de 12 à 22 ans)	8.189	(de 8 à 18 ans)	35.659
Vieux	(plus de 22 ans)	16.991	(plus de 18 ans)	28.892
Total		56.266		95.163

Superficies (en hectares)	2012	2011	2010	2009	2008
Palmier	95.163	89.514	86.522	82.311	81.444
Hévéa	56.266	54.614	53.902	51.336	46.071
Total	151.429	144.128	140.424	133.647	127.515

Production	2012	2011	2010	2009	2008
Huile de palme (en tonnes)					
Production propre	315.967	338.896	311.801	327.456	325.461
Achat aux tiers	35.243	38.606	35.326	38.018	47.526
Caoutchouc (en tonnes)					
Production propre	52.133	51.202	52.596	50.269	45.702
Achat aux tiers	36.996	39.800	39.056	36.242	33.259
Semences (en milliers)					
Production propre	49.564	37.881	29.963	29.420	41.551



Chiffres clés

Chiffre d'affaires (en millions d'euros)	2012	2011	2010	2009	2008
Palmier	276,9	282,6	237,9	206,9	248,1
Hévéa	223,9	292,3	216,3	94,4	130,7
Autres produits agricoles	34,8	26,9	20,1	14,4	32,6
Activités commerciales	93,9	39,3	25,0	23,1	-
Autres	8,2	18,2	9,5	10,1	16,4
Total	637,7	659,3	508,8	348,9	427,8

Personnel	2012	2011	2010	2009	2008
Effectifs moyens	25.926	23.616	23.098	24.400	25.515

2. Chiffres clés du compte de résultat consolidé

(en millions d'euros)	2012	2011	2010	2009	2008
Chiffre d'affaires	638	659	509	349	428
Résultat opérationnel avant variation sur actifs biologiques	173	256	175	84	156
Résultat opérationnel	249	579	323	183	290
« Part du Groupe » dans le résultat	60	187	125	72	95
Cash-flow opérationnel	119	242	166	42	145
Cash-flow libre	-2	129	144	-11	101

Cash-flow libre = Flux de financement après acquisitions et ventes d'actifs.

3. Chiffres clés de l'état de la situation financière consolidée

(en millions d'euros)	2012	2011	2010	2009	2008
Actifs biologiques	1.446	1.344	950	722	630
Autres actifs non-courants	256	231	208	192	191
Actifs courants	333	413	299	235	272
Capitaux propres totaux	1.488	1.463	1.102	867	762
Passifs non-courants	395	357	243	204	231
Passifs courants	153	171	114	101	103



Données boursières

(en euros)	2012	2011	2010	2009	2008
Nombre d'actions	14.240.000	14.240.000	712.000	712.000	712.000
Capitaux propres consolidés « Part du Groupe »	743.187.315	715.626.214	528.326.958	402.121.663	354.407.105
Bénéfice net consolidé par action « Part du Groupe » (*)	4,22	13,16	8,81	5,07	6,71
Dividende par action (*)	2,25	2,00	1,20	0,90	0,85
Cours de bourse					
mini (*)	25,65	26,00	19,00	11,90	12,90
maxi (*)	40,60	32,75	32,50	22,50	24,00
clôture (*)	35,00	27,50	30,75	19,00	13,70
Capitalisation boursière	498.400.000	391.600.000	437.880.000	270.560.000	195.088.000
Dividendes distribués/bénéfice net consolidé	53,32%	15,20%	13,62%	17,73%	12,68%
Dividendes/capitalisation boursière	6,43%	7,27%	3,90%	4,74%	6,20%
Cours de bourse/bénéfice par action	8,29	2,09	3,49	3,74	2,04

(*) Après division des titres par 20.

Faits marquants de l'exercice

- **En 2012** Achat de 217.024 actions Socfinasia et de 349.478 actions Socfinaf, ce qui porte le pourcentage de détention respectif à 55,82% et 62,90%.



1. Introduction

Socfin a choisi d'apporter une importance toute particulière aux dix principes de gouvernance d'entreprise de la Bourse de Luxembourg. Elle s'engage à respecter ces principes et à fournir les explications nécessaires à la bonne compréhension du fonctionnement de la Société.

La gouvernance d'entreprise est un ensemble de principes et de règles dont l'objectif principal est de contribuer à la création de valeur à long terme. Elle permet notamment au Conseil d'Administration de promouvoir les intérêts de la Société et de ses actionnaires, tout en mettant en place des systèmes performants de contrôle, de gestion des risques et de conflits d'intérêts.

2. Conseil d'Administration

Composition du Conseil d'Administration

Nom	Fonction	Première nomination	Echéance du mandat
M. Hubert Fabri	Président	AGO 1981	AGO 2016
M. Vincent Bolloré	Administrateur	AGE 1990	AGO 2013
Bolloré Participations S.A. représentée par M. Cédric de Bailliencourt	Administrateur	AGO 1997	AGO 2015
PF Representation Limited représentée par M. Edouard de Ribes	Administrateur	AGO 1998	AGO 2014
M. Philippe de Traux de Wardin	Administrateur	AGO 1998	AGO 2018

Le mandat de Monsieur Vincent Bolloré, Administrateur sortant, vient à échéance à l'Assemblée Générale Ordinaire du

29 mai 2013. Il sera proposé à ladite Assemblée de procéder au renouvellement de son mandat.

Autres mandats exercés par les mandataires sociaux dans des sociétés cotées

Hubert Fabri

Président

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Président et Administrateur du Conseil d'Administration de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf S.A. et Socfinasia S.A. ;
- Vice-Président et Administrateur de Plantations des Terres Rouges S.A.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Président et Administrateur du Conseil d'Administration de Palmeraies de Mopoli ;
- Vice-Président de Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » ;
- Vice-Président et membre du Conseil de Surveillance de Compagnie du Cambodge ;
- Administrateur de Bolloré, Financière Moncey, Okomu Oil Palm Company, SAFA Cameroun, Société Industrielle et Financière de l'Artois et Forestière Equatoriale ;
- Représentant permanent de PF Representation Ltd au Conseil de Société des Palmeraies du Cameroun « Socapalm ».



Vincent Bolloré

Administrateur

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur de Plantations des Terres Rouges S.A., Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf S.A. et Socfinasia S.A.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Président-directeur général de Bolloré ;
- Président du Conseil d'Administration (direction dissociée) de Financière de l'Odet et de Havas ;
- Vice-Président de Generali et de Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » ;
- Administrateur de Bolloré, Financière Moncey, Financière de l'Odet, Generali et Havas ;
- Membre du Conseil de Surveillance de Vivendi ;
- Représentant permanent de Bolloré Participations aux Conseils d'Administration de la Compagnie des Tramways de Rouen, de la Société des Chemins de Fer et Tramways du Var et du Gard, de la Société Industrielle et Financière de l'Artois, SAFA Cameroun, Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » et Société des Palmeraies du Cameroun « Socapalm » ;
- Représentant permanent de Bolloré Participations au Conseil de Surveillance de la Compagnie du Cambodge

Bolloré Participations S.A.

Administrateur

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf S.A. et Socfinasia S.A.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Membre du Conseil de Surveillance de la Compagnie du Cambodge ;
- Administrateur de Bolloré, Compagnie des Tramways de Rouen, Financière de l'Odet, Société des Chemins de Fer et Tramways du Var et du Gard, Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB », Société Industrielle et Financière de l'Artois, SAFA Cameroun et Société des Palmeraies du Cameroun « Socapalm ».

PF Representation Limited

Administrateur

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur de Plantations des Terres Rouges S.A., Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf S.A. et Socfinasia S.A.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Administrateur de Palmeraies de Mopoli, Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB », Société Industrielle et Financière de l'Artois et Société des Palmeraies du Cameroun « Socapalm ».



Philippe de Traux de Wardin

Administrateur

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf S.A. et Socfinasia S.A.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Administrateur de Palmeraies de Mopoli, Okomu Oil Palm Company, Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » et Société des Palmeraies du Cameroun « Socapalm » ;
- Représentant permanent de PF Representation Ltd au Conseil de la Société Industrielle et Financière de l'Artois.

Nominations des Administrateurs

Le Conseil d'Administration propose à l'Assemblée Générale des actionnaires la nomination des Administrateurs.

En cas de vacance par décès ou suite à une démission d'un ou plusieurs Administrateurs, les Administrateurs restants procé-

deront à des cooptations à titre provisoire. Ces cooptations seront soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale des actionnaires lors de sa prochaine réunion. L'Administrateur nommé en remplacement d'un autre terminera le mandat de son prédécesseur.

Rôle et compétences du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration est l'organe qui est responsable de la gestion de la Société et du contrôle de la gestion journalière. Il agit dans l'intérêt social de la Société.

Le Conseil d'Administration veille à disposer de toutes les ressources financières et humaines et veille à mettre en place

toutes les structures nécessaires pour atteindre ses objectifs et assurer la création de valeur à long terme.

Les statuts de la Société confèrent au Conseil d'Administration le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires à la réalisation de l'objet social.

Rapport d'activité des réunions du Conseil d'Administration

Nombre de réunions annuelles

Au minimum deux pour les évaluations de fin et de mi-exercice. Au cours de l'exercice 2012, le Conseil d'Administration s'est réuni 5 fois.

Points généralement abordés

Situations comptables périodiques ;
Mouvements de portefeuille ;
Inventaire et évaluation du portefeuille ;
Evolution des participations significatives ;
Rapport de gestion ;
Projets d'investissement.

Taux moyen de présence des Administrateurs

- 2012 : 100%
- 2011 : 86,66%
- 2010 : 75,00%
- 2009 : 90,91%
- 2008 : 91,84%



3. Les Comités du Conseil d'Administration

3.1. Comité d'Audit

Le Comité est composé de deux membres. Le mandat est d'une durée d'un an et se termine lors de la réunion du Conseil d'Administration statuant sur les comptes 2013. Les membres sont rééligibles.

Le Conseil d'Administration en sa séance du 20 mars 2013, a renouvelé les mandats de Messieurs Hubert Fabri et Vincent Bolloré en tant que membres du Comité d'Audit.

Le Comité d'Audit assistera le Conseil d'Administration dans sa fonction de surveillance et se prononcera sur les sujets relatifs aux informations financières destinées aux actionnaires et aux tiers, au processus d'audit, à l'analyse des risques et à leur contrôle.

Le Comité d'Audit devrait se réunir deux fois par an.

3.2. Comité de Nomination et de Rémunération

Les rémunérations de la direction opérationnelle de Socfin sont fixées par les actionnaires de référence. Le Conseil d'Administration ne juge pas nécessaire la constitution d'un Comité de Rémunération. De même, pour des raisons prag-

matiques et en raison de la taille de la Société, le Conseil d'Administration a choisi de ne pas constituer de Comité de Nomination.

4. Rémunérations

Le montant de la rémunération allouée aux membres du Conseil d'Administration de Socfin au titre de l'exercice 2012 s'élève à EUR 21.732.502 et pour l'exercice 2011 à EUR 14.002.130.

Les Administrateurs de Socfin n'ont bénéficié d'aucun autre paiement en action, stock-options.



5. Notification de l'actionariat

<i>Actionnaire</i>	<i>Nombre de titres détenus = Nombre de droits de vote (*)</i>	<i>Pourcentage détenu</i>	<i>Date de la notification</i>
Afico S.A. L-1650 Luxembourg	80.991	11,38	20/12/1999
Palmeraies de Mopoli S.A. B-1050 Bruxelles	32.000	4,49	20/12/1999
Twosun Fin. Establishment CH-1201 Genève	80.000	11,24	20/12/1999
Geselfina S.A. FL-9490 Vaduz	164.125	23,05	20/12/1999
Bolloré Participations S.A. F-29500 Ergué Gaberic	50	0,007	10/03/2008
Bolloré F-29500 Ergué Gaberic	120.338	16,901	10/03/2008
Compagnie du Cambodge F-92800 Puteaux	82.111	11,532	10/03/2008
Technifin CH-1705 Fribourg	56.000	7,865	10/03/2008
Plantations des Terres Rouges L-1724 Luxembourg	13.404	1,883	10/03/2008
Compagnie des Glénans F-29500 Ergué Gaberic	4.000	0,562	10/03/2008
Total Bolloré Participations direct et indirect	275.903	38,750	

(*) Toutes les notifications déposées avant le 1er juillet 2011, date effective de la division des actions par 20, se rapportent à l'ancien nombre d'actions et à l'ancien nombre de droits de vote, c'est-à-dire à 712.000.



6. Calendrier financier

29 mai 2013	Assemblée Générale Ordinaire à 12h
12 juin 2013	Paiement du solde de dividende de l'exercice 2012 (coupon n° 64)
Fin août 2013	Résultats semestriels consolidés au 30 juin 2013
Mi-septembre 2013	Résultats semestriels sociaux au 30 juin 2013
Mi-novembre 2013	Déclaration intermédiaire de la direction du 3ème trimestre 2013
Fin mars 2014	Résultats annuels sociaux au 31 décembre 2013
Mi-avril 2014	Résultats annuels consolidés au 31 décembre 2013
Mi-mai 2014	Déclaration intermédiaire de la direction du 1er trimestre 2014
28 mai 2014	Assemblée Générale Ordinaire à 12h.

Les résultats de la Société sont communiqués sur le site de la Bourse de Luxembourg www.bourse.lu dans la rubrique « Avis officiels » et sur le site de la Société www.socfin.com.

7. Audit externe

Réviseur d'Entreprises agréé

Compagnie Luxembourgeoise d'Expertise et de Révision Comptable « CLERC »

1 rue Pletzer

L-8080 Bertrange.

En 2012, les honoraires d'audit s'élevaient à EUR 81.599 TVAC.

8. Autres informations

En application de l'article 16 de la loi du 16 mai 2006 relative à la tenue continuellement à jour. Les personnes concernées ont été informées de leur inscription sur cette liste.



Déclaration de conformité

M. Philippe de Taux, Administrateur et M. Daniel Haas, Directeur Comptable, indiquent que, à leur connaissance, (a) les états financiers établis conformément au corps de normes comptables applicable donnent une image fidèle et honnête des éléments d'actif et de passif, de la situation financière et des profits ou pertes de l'émetteur et de l'en-

semble des entreprises comprises dans la consolidation, et (b) que le rapport de gestion présente fidèlement l'évolution et les résultats de la Société, la situation de l'émetteur et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et une description des principaux risques et incertitudes auxquels ils sont confrontés.



Rapport de gestion sur les états financiers consolidés présenté par le Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires du 29 mai 2013.

Mesdames, Messieurs,

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2012 intègrent aux comptes annuels de Socfin toutes les filiales et sociétés associées directes et indirectes, dont le détail est donné dans la note 2 de l'annexe aux états financiers consolidés.

En 2012, Socfin a acquis 1,08 % de Socfinasia S.A. et 2,13% de Socfinaf S.A.

Elle a également acquis 3,4% de Okomu à travers sa filiale Socfinaf S.A.

Liberian Agricultural Company (LAC), elle-même filiale de Socfinaf S.A., a acquis le solde des actions de Salala Rubber Corporation (SRC). Le Groupe Socfin détient 100% de SRC.

Enfin, via sa filiale Socfinasia S.A., Socfin a acquis 126 titres de Socfin-KCD. Socfinasia S.A. détient 86,30% de Socfin-KCD.

Comme indiqué dans la note 1 de l'annexe, relative aux méthodes comptables, les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux normes internationales d'information financière ou IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne. Socfin (le Groupe) a adopté le référentiel IFRS pour la première fois en 2005. Toutes les normes applicables au 31 décembre 2012 concernant le Groupe ont été mises en œuvre.

L'impact principal des normes IFRS résulte de l'application de la norme IAS 41 ayant trait à l'agriculture et plus précisément à la valorisation à la juste valeur des actifs biologiques. Des explications plus complètes sur les modalités d'application de cette norme au sein du Groupe sont reprises à la rubrique 1.12 de la note 1. D'autre part, comme indiqué à la rubrique 1.24 de cette même note, les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs éventuellement revalorisés par application des IFRS et leurs bases fiscales ont donné lieu à la constatation d'impôts différés en utilisant les taux d'impôts adoptés par les filiales concernées à la date de clôture. Il est à souligner que la variation de l'évaluation de l'actif biologique (note 8), ainsi que les impôts différés y relatifs sont comptabilisés en compte de résultat et peuvent de ce fait influencer de manière significative le résultat consolidé du Groupe.

Résultats consolidés

Pour l'exercice 2012, le résultat consolidé « Part du Groupe » s'inscrit à 60,1 millions d'euros contre 187,4 millions d'euros en 2011. Il en résulte un profit net « Part du Groupe » de 4,22 euros par action contre 13,16 euros en 2011.

Le chiffre d'affaires consolidé au 31 décembre 2012 s'élève à 637,7 millions d'euros contre 659,3 millions d'euros en 2011 (-21,6 millions d'euros). Cette variation du chiffre d'affaires résulte principalement de la baisse des prix (-70,5 millions d'euros) et de l'activité commerciale hors Groupe (+47,7 millions d'euros).

Le résultat opérationnel s'élève à 248,8 millions d'euros contre 578,9 millions d'euros au 31 décembre 2011.

Il est largement influencé par la variation de la juste valeur des actifs biologiques. Cette variation de la juste valeur s'élève à 75,7 millions d'euros contre 322,8 millions d'euros au 31 décembre 2011. Cette variation est due notamment à la hausse des marges sur 5 ans (+101,3 millions d'euros), à la maturation des plantations (+63,7 millions d'euros), à la baisse des taux d'actualisation (+22,6 millions d'euros), aux variations de l'IDR par rapport à l'USD (-63,2 millions d'euros) et enfin aux dépenses d'investissement des immatures (-48,7 millions d'euros).

Conformément aux IFRS et en l'absence de marché liquide, l'évaluation à la juste valeur des actifs biologiques fait appel, à la méthode des cash-flows actualisés. Dans ce modèle, certaines hypothèses sont basées sur des appréciations qui induisent une grande volatilité de la juste valeur. Il en est ainsi tant pour les prix de vente de la production agricole sur les marchés locaux et internationaux que pour les taux d'actualisation.

Le résultat opérationnel avant variation de la juste valeur des actifs biologiques s'élève à 173 millions d'euros contre 256 millions d'euros au 31 décembre 2011. Ce résultat donne une meilleure image du résultat opérationnel récurrent du Groupe.



Les charges financières s'établissent à 19,1 millions d'euros contre 28,3 millions d'euros au 31 décembre 2011. Elles sont principalement composées d'écarts de conversion pour un montant de 8 millions d'euros et de pertes de change pour un montant de 6,4 millions d'euros. Au 31 décembre 2011, les pertes de change s'élevaient à 17,2 millions d'euros et les écarts de conversion à 7,4 millions d'euros.

Les autres produits financiers sont en baisse à 7,8 millions d'euros contre 20,6 millions d'euros au 31 décembre 2011 notamment suite à la baisse des gains de change (-12,4 millions d'euros).

La charge d'impôts est en baisse. Les impôts sur le résultat s'élèvent à 47,4 millions d'euros contre 60,7 millions d'euros en 2011.

Les impôts différés, quant à eux, s'élèvent à 38,2 millions d'euros contre 103,2 millions d'euros au 31 décembre 2011 principalement en raison de la baisse de la variation de la juste valeur des actifs biologiques.

Etat de la situation financière consolidée

Les actifs de Socfin se composent :

- d'actifs non-courants à hauteur de 1.702,1 millions d'euros contre 1.574,9 millions d'euros au 31 décembre 2011, soit une augmentation de 127,2 millions d'euros, principalement en raison de la hausse de la juste valeur des actifs biologiques (+102,4 millions d'euros) ;
- d'actifs courants qui s'élèvent à 333,3 millions d'euros contre 413 millions d'euros au 31 décembre 2011 (baisse des stocks et de la trésorerie).

Les capitaux propres « Part du Groupe » s'élèvent à 743,2 millions d'euros contre 715,6 millions d'euros au 31 décembre 2011. Cette amélioration des fonds propres de l'ordre de 27,6 millions d'euros provient pour l'essentiel du résultat de l'exercice (+60,1 millions d'euros), de la variation de la réserve pour écart de conversion (-7,3 millions d'euros) et de l'affectation

des résultats (-32 millions d'euros, solde 2011 et acompte 2012 inclus).

Sur base des capitaux propres consolidés, il ressort une valeur nette par action « Part du Groupe » avant distribution du solde du dividende de 52,19 euros contre 50,25 euros un an plus tôt. Au 31 décembre 2012, le cours de bourse s'élève quant à lui à 35 euros.

Les passifs, courants et non-courants, sont en hausse à 547,8 millions d'euros contre 527,3 millions d'euros un an plus tôt. Les passifs d'impôts différés, principalement liés à la valorisation de l'actif biologique, s'inscrivent en hausse à 336,2 millions d'euros contre 301,6 millions d'euros, tandis que les passifs d'impôts exigibles sont en baisse à 35,8 millions d'euros contre 53,6 millions d'euros en 2011. L'endettement financier est en hausse à 70,1 millions d'euros contre 58 millions d'euros au 31 décembre 2011. Par contre, les autres dettes sont en baisse (-21,2 millions d'euros).

Flux de trésorerie consolidés

Au 31 décembre 2012, la trésorerie nette s'élève à 129,6 millions d'euros en baisse de 97,8 millions d'euros sur l'exercice (contre une hausse de 66,7 millions d'euros au cours de l'exercice antérieur).

Le flux net de trésorerie généré par les activités opérationnelles s'est élevé à 118,7 millions d'euros durant l'exercice 2012 (242,1 millions d'euros en 2011) et la capacité d'auto-financement à 211,9 millions d'euros contre 271,5 millions d'euros lors de l'exercice précédent.

Les opérations d'investissement ont mobilisé 120,7 millions d'euros (contre 113,3 millions d'euros en 2011) et les opérations de financement 93,2 millions d'euros (contre 64,9 millions d'euros en 2011), dont 95 millions d'euros de dividendes (64,4 millions d'euros en 2011).



PERSPECTIVES 2013

Les résultats pour le prochain exercice dépendront dans une large mesure de facteurs externes au management du Groupe, à savoir les conditions politico-économiques dans les pays où sont établies les filiales, l'évolution du prix du caoutchouc et de l'huile de palme et l'évolution des cours de la roupie indonésienne et du dollar US, par rapport à l'euro. De son côté, le Groupe poursuit sa politique de maintien des prix de revient au plus bas et d'amélioration de ses capacités de production.

ENVIRONNEMENT POLITIQUE ET ECONOMIQUE

La Société détient des participations dans des filiales qui opèrent en Afrique et en Asie du Sud-Est. Etant donné l'instabilité économique et politique dans certains de ces pays, ces participations présentent un risque en termes d'exposition aux changements politiques et économiques.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA DATE DE CLOTURE

Aucun événement important concernant la structure du Groupe n'est à signaler.

GOVERNANCE D'ENTREPRISE

Le Conseil d'Administration implémente les règles de gouvernance d'entreprise applicables au Grand-Duché de Luxembourg dans la structure et les rapports financiers du Groupe.

Le Conseil d'Administration





Aux Actionnaires de
**Société Financière
des Caoutchoucs, en abrégé Socfin**
Société Anonyme
4, Avenue Guillaume
L-1650 Luxembourg

RAPPORT DU REVISEUR D'ENTREPRISES AGREE

Rapport sur les états financiers consolidés

Conformément au mandat donné par l'Assemblée Générale des Actionnaires du 28 mai 2008, nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de Société Financière des Caoutchoucs, en abrégé SOCFIN, comprenant l'état de la situation financière consolidée au 31 décembre 2012 ainsi que le compte de résultat consolidé, l'état du résultat étendu consolidé, le tableau des flux de trésorerie consolidés et le tableau de variations des capitaux propres consolidés pour l'exercice clos à cette date et l'annexe contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives présentés dans ce rapport annuel aux pages 30 à 86.

Responsabilité du Conseil d'Administration pour l'établissement et la présentation des états financiers consolidés

Le Conseil d'Administration est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers consolidés conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (« IFRS ») telles qu'adoptées par l'Union Européenne ainsi que d'un contrôle interne qu'il juge nécessaire pour permettre l'établissement d'états financiers consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Responsabilité du Réviseur d'Entreprises agréé

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement du réviseur d'entreprises agréé, de même que l'évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. En procédant à cette évaluation, le réviseur d'entreprises agréé prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et à la présentation sincère des états financiers consolidés afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité.



Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Conseil d'Administration, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

A notre avis, les états financiers consolidés donnent une image fidèle de la situation financière consolidée de Société Financière des Caoutchoucs, en abrégé SOCFIN au 31 décembre 2012, ainsi que de la performance financière et des flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne.

Observation

Sans pour autant émettre une réserve, nous attirons l'attention sur la note 40. Le périmètre de consolidation comprend des participations dont les sociétés opérationnelles sont situées dans divers pays d'Afrique et d'Asie du Sud-Est et présentent un risque en terme d'exposition aux fluctuations politiques et économiques. Par ailleurs, nous attirons l'attention sur les notes 1.12 et 1.28 concernant l'évaluation des actifs biologiques. Du fait de l'incertitude inhérente à la méthode d'évaluation de ces derniers à la juste valeur en raison de la volatilité des prix et en l'absence de marché liquide, la valeur comptable des actifs biologiques et de la production agricole pourrait différer de leur valeur de réalisation.

Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Le rapport de gestion consolidé présenté dans ce rapport annuel aux pages 24 à 26, qui relève de la responsabilité du Conseil d'Administration, est en concordance avec les états financiers consolidés.

Bertrange, le 26 Mars 2013

CLERC

Cabinet de révision agréé

Jean-Jacques Soisson



1. Etat de la situation financière consolidée

		2012	2011
<i>ACTIFS</i>	<i>Note</i>	<i>EUR</i>	<i>EUR</i>
Actifs non-courants			
Ecarts d'acquisition	4	6.404.279	6.404.279
Immobilisations incorporelles	5	1.463.422	1.109.912
Immobilisations corporelles	6	235.041.885	207.444.339
Immeubles de placement	7	6.983.576	7.235.864
Actifs biologiques	8	1.446.003.440	1.343.628.914
Titres disponibles à la vente	9	1.108.652	812.950
Avances à long terme	10	3.554.292	7.624.441
Actifs d'impôts différés	11	1.519.665	440.178
Autres actifs non-courants	12	63.645	213.522
		1.702.142.856	1.574.914.399
Actifs courants			
Stocks	13	89.101.022	101.363.335
Créances commerciales	14	43.504.565	35.061.264
Autres créances	15	22.224.932	22.630.599
Actifs d'impôts exigibles	16	6.110.545	4.082.681
Trésorerie et équivalents de trésorerie	17	172.356.145	249.823.510
		333.297.209	412.961.389
Actifs destinés à être cédés	18	0	2.477.480
TOTAL ACTIFS		2.035.440.065	1.990.353.268



Etats financiers consolidés

		2012	2011
CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	Note	EUR	EUR
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère			
Capital souscrit	19	24.920.000	24.920.000
Prime d'émission	19	501.847	501.847
Réserve légale	20	2.492.000	2.492.000
Réserves consolidées		649.533.994	487.392.196
Ecart de conversion		5.658.064	12.965.457
Résultat de l'exercice		60.081.410	187.354.714
		743.187.315	715.626.214
Participations ne donnant pas le contrôle			
		744.486.518	747.419.664
Capitaux propres totaux			
		1.487.673.833	1.463.045.878
Passifs non-courants			
Passifs d'impôts différés	11	336.160.754	301.630.577
Provisions non-courantes relatives aux avantages du personnel	21	30.772.386	28.302.611
Dettes financières à plus d'un an	22	24.735.152	22.246.112
Autres dettes	24	2.872.177	4.321.987
		394.540.469	356.501.287
Passifs courants			
Dettes financières à moins d'un an	22	45.391.160	35.746.778
Dettes commerciales		31.488.406	21.245.482
Passifs d'impôts exigibles	16	35.806.759	53.577.277
Provisions	23	358.620	312.624
Autres dettes	24	40.180.818	59.923.942
		153.225.763	170.806.103
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		2.035.440.065	1.990.353.268



2. Compte de résultat consolidé

		2012	2011
	Note	EUR	EUR
Produit des activités ordinaires	38	637.695.305	659.340.033
Production immobilisée		42.130.179	26.347.678
Variation de stocks de produits finis et des travaux en cours		-101.602	21.045.951
Autres produits opérationnels		11.725.071	12.578.785
Matières premières et consommables utilisés		-241.187.641	-227.733.517
Autres charges externes		-96.310.778	-61.688.528
Frais de personnel	26	-97.833.636	-85.173.180
Dotations aux amortissements	27	-27.824.337	-25.003.960
Autres charges opérationnelles		-55.203.443	-63.685.119
Résultat opérationnel avant variation sur actifs biologiques		173.089.118	256.028.143
Variation de la juste valeur des actifs biologiques	8	75.719.266	322.830.916
Résultat opérationnel		248.808.384	578.859.059
Autres produits financiers	29	7.816.811	20.632.100
Plus-values sur cessions d'actifs		120.629	123.622
Moins-values sur cessions d'actifs		-1.602.160	-985.226
Charges financières	30	-19.122.717	-28.323.990
Résultat avant impôts		236.020.947	570.305.565
Charge d'impôts sur le résultat	31	-47.434.474	-60.695.896
Charge d'impôts différés	31	-38.230.543	-103.188.723
Résultat net de l'exercice		150.355.930	406.420.946
Résultat attribuable à des participations ne donnant pas le contrôle		90.274.520	219.066.232
Résultat attribuable aux propriétaires de la société mère		60.081.410	187.354.714
Résultat net par action non dilué	32	4,22	13,16
Nombre d'action Socfin		14.240.000	14.240.000
Résultat net par action non dilué		4,22	13,16
Résultat net par action dilué		4,22	13,16



3. Etat du résultat étendu consolidé

	2012	2011
	EUR	EUR
Résultat net de l'exercice	150.355.930	406.420.946
Autres éléments du résultat étendu		
Variation de la juste valeur des titres disponibles à la vente des entités contrôlées, avant impôts	74.416	300.533
Impôts sur la variation de la juste valeur des titres disponibles à la vente des entités contrôlées	-28.115	-50.297
Variation de l'écart de conversion des entités contrôlées	-18.973.745	43.260.119
Résultat étendu	131.428.486	449.931.301
Résultat étendu attribuable à des participations ne donnant pas le contrôle	78.619.661	241.499.813
Résultat étendu attribuable aux propriétaires de la société mère	52.808.825	208.431.488



4. Tableau des flux de trésorerie consolidés

		2012	2011
	Note	EUR	EUR
Activités opérationnelles			
Résultat net après impôts attribuable aux propriétaires de la société mère		60.081.410	187.354.714
Résultat attribuable à des participations ne donnant pas le contrôle		90.274.520	219.066.232
Variation de la juste valeur des actifs biologiques	8	-75.719.266	-322.830.916
Juste valeur de la production agricole		9.272.265	-14.664.672
Autres retraitements sans incidence sur la trésorerie (IFRS et autres)		8.623.320	8.820.327
Dotations et reprises aux amortissements et provisions		32.204.497	28.993.410
Plus et moins-values sur cessions d'actifs		1.481.531	861.604
Charge d'impôts	31	85.665.017	163.884.619
Capacité d'autofinancement		211.883.294	271.485.318
Intérêts payés - reçus		983.607	612.956
Impôts payés		-47.434.474	-60.695.896
Variation de stocks		-4.038.622	-12.963.097
Variation de créances commerciales et autres débiteurs		-8.142.716	11.502.565
Variation de dettes commerciales et autres créditeurs		-34.075.654	25.570.707
Comptes de régularisation		-505.837	6.548.293
Variation du besoin en fonds de roulement		-46.762.829	30.658.468
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles		118.669.598	242.060.846
Activités d'investissement			
Acquisitions/cessions d'immobilisations incorporelles		-633.531	-157.748
Acquisitions/cessions d'immobilisations corporelles		-105.535.790	-89.480.696
Acquisitions/cessions d'immobilisations financières		3.609.716	873.543
Acquisitions de filiales sous déduction de la trésorerie	3	-18.138.780	-24.499.159
Flux net de trésorerie provenant des activités d'investissement		-120.698.385	-113.264.060
Activités de financement			
Dividendes versés aux propriétaires de la société mère		-32.040.000	-21.360.000
Dividendes versés à des participations ne donnant pas le contrôle		-62.919.049	-43.018.493
Produits de l'émission d'actions		26.880	368.349
Produits d'emprunts		8.413.803	6.727.019
Remboursements d'emprunts		-5.674.040	-7.032.400
Intérêts payés - reçus		-983.607	-612.956
Flux net de trésorerie provenant des activités de financement		-93.176.013	-64.928.481
Incidences des écarts de conversion		-2.575.022	2.787.784
Variation nette de trésorerie		-97.779.822	66.656.089
Trésorerie au 1er janvier	17	227.371.938	160.715.849
Trésorerie au 31 décembre	17	129.592.116	227.371.938
Variation nette de trésorerie et équivalents de trésorerie		-97.779.822	66.656.089



5. Tableau de variation des capitaux propres consolidés

EUR	Capital souscrit	Prime d'émission	Réserve légale	Ecarts de conversion	Réserves consolidées	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère	Participations ne donnant pas le contrôle	TOTAL
Situation au 1^{er} janvier 2011	24.920.000	501.847	2.492.000	-7.965.944	508.379.055	528.326.958	574.161.921	1.102.488.879
Résultat de l'exercice					187.354.714	187.354.714	219.066.232	406.420.946
Variation de la juste valeur des titres disponibles à la vente					145.373	145.373	104.863	250.236
Ecarts de conversion				20.931.401		20.931.401	22.328.718	43.260.119
Résultat étendu				20.931.401	187.500.087	208.431.488	241.499.813	449.931.301
Dividendes					-9.493.333	-9.493.333	-43.765.876	-53.259.209
Acomptes sur dividendes					-11.866.667	-11.866.667	0	-11.866.667
Autres variations					227.768	227.768	-24.476.194	-24.248.426
Transactions avec les actionnaires					-21.132.232	-21.132.232	-68.242.070	-89.374.302
Situation au 31 décembre 2011	24.920.000	501.847	2.492.000	12.965.457	674.746.910	715.626.214	747.419.664	1.463.045.878
Résultat de l'exercice					60.081.410	60.081.410	90.274.520	150.355.930
Variation de la juste valeur des titres disponibles à la vente					34.808	34.808	11.493	46.301
Ecarts de conversion				-7.307.393		-7.307.393	-11.666.352	-18.973.745
Résultat étendu				-7.307.393	60.116.218	52.808.825	78.619.661	131.428.486
Dividendes					-17.800.000	-17.800.000	-63.012.465	-80.812.465
Acomptes sur dividendes					-14.240.000	-14.240.000	0	-14.240.000
Autres variations					6.792.276	6.792.276	-18.540.343	-11.748.067
Transactions avec les actionnaires					-25.247.724	-25.247.724	-81.552.808	-106.800.532
Situation au 31 décembre 2012	24.920.000	501.847	2.492.000	5.658.064	709.615.404	743.187.315	744.486.517	1.487.673.832
						2012	2011	
Dividendes et acomptes sur dividendes distribués sur la période						32.040.000	19.224.000	
Nombre d'actions						14.240.000	14.240.000	
Dividende par action distribué sur la période						2,25	1,35	



6. Annexe aux états financiers consolidés

Note 1. Généralités et méthodes comptables

1.1. Généralités

La Société Financière des Caoutchoucs, en abrégé Socfin (« la Société ») a été constituée le 5 décembre 1959. Son objet social la qualifie comme soparfi depuis l'Assemblée Générale Extraordinaire du 10 janvier 2011. Le siège social est établi 4 avenue Guillaume à 1650 Luxembourg.

L'activité principale de la Société et de ses filiales (« Groupe Socfin ») consiste en la gestion d'un portefeuille de participations essentiellement axées sur l'exploitation de plantations tropicales de palmiers à huile et d'hévéas, situées en Afrique et en Asie du Sud-Est.

La Société est cotée à la Bourse de Luxembourg et est inscrite au registre du commerce sous le n° B 5937.

1.2. Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) adopté dans l'Union Européenne.

En date du 26 mars 2013, le Conseil d'Administration a arrêté les états financiers consolidés.

De nouveaux textes ou amendements tels qu'adoptés par l'Union Européenne et d'application obligatoire au 1er janvier 2012 sont entrés en vigueur et n'ont pas entraîné d'impacts importants sur les comptes du Groupe au 31 décembre 2012:

- L'amendement à IFRS 7 « Instruments financiers : informations à fournir - transferts d'actifs financiers », applicable pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2011. Cet amendement permettra aux utilisateurs d'états financiers d'améliorer leur compréhension d'opérations de transfert d'actifs financiers (par exemple : des titrisations), y compris la compréhension des effets éventuels de tout risque qui demeurerait dans l'entité qui a transféré les actifs. Cet amendement impose également de fournir des informations complémentaires si un montant disproportionné d'opérations de transfert est réalisé aux alentours de la fin de la période de reporting.
 - L'amendement à la norme IAS 12 « Impôts différés - recouvrement des actifs sous-jacents », applicable au 1^{er} janvier 2012. Cet amendement prévoit une exception aux principes généraux, soit que l'évaluation des actifs d'impôts différés et des passifs d'impôts différés doit refléter les incidences fiscales qui découleraient de la manière selon laquelle l'entité prévoit de recouvrir la valeur comptable d'un actif.
 - Les amendements à IFRS 1 « Première adoption des IFRS - hyperinflation grave et suppression des dates d'application fermes pour les premiers adoptants », applicables pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2011. Le Groupe applique déjà les normes IFRS et n'est donc pas concerné par ces amendements.
- Socfin a adopté le référentiel IFRS pour la première fois en 2005 et n'a pas anticipé l'application des normes et interprétations effectives après le 31 décembre 2012 et publiées avant l'autorisation de publication des états financiers consolidés :
- L'amendement à la norme IAS 1 « Présentation des postes des autres éléments du résultat global », applicable pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2012. Cet amendement introduit notamment la nécessité de distinguer au sein des autres éléments du résultat global (éléments constitutifs des capitaux propres) ceux qui seront ultérieurement reclassés en résultat net et ceux qui ne peuvent être recyclés en résultat net. Cet amendement réaffirme en outre les règles actuelles de présentation de l'état du résultat global, soit dans un seul état, soit dans deux états distincts consécutifs.
 - La révision de la norme IAS 19 « Avantages du personnel », applicable au 1^{er} janvier 2013. Les amendements portent sur la comptabilisation des régimes à prestations définies et notamment sur : l'abandon de la méthode du corridor ; l'obligation de présenter dans les autres éléments du résultat global les réestimations ; l'amélioration des informations à fournir sur les caractéristiques et les risques de ces régimes ; ainsi que la clarification de certains points.
 - La version révisée d'IAS 27 qui s'intitule dorénavant « Etats financiers individuels », applicable au 1^{er} janvier 2013. La nouvelle version d'IAS 27 se limite dorénavant à la comptabilisation des participations dans des filiales, des entités contrôlées conjointement et des entreprises associées dans les états financiers individuels. Les principes énoncés dans IAS 27 actuel pour les états financiers individuels demeurent inchangés dans la version révisée d'IAS 27.
 - La version révisée d'IAS 28 qui s'intitule dorénavant « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises », applicable au 1^{er} janvier 2013. IAS 28 est modifiée pour être conforme aux modifications apportées suite



à la publication d'IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12. Elle définit la comptabilisation des participations dans les entreprises associées et expose les exigences lors de l'application de la méthode de la mise en équivalence pour la comptabilisation des participations dans les entreprises associées et coentreprises.

- La norme IFRS 9 « Instruments financiers » (phase 1 : classification et évaluation des actifs et passifs financiers), applicable au 1^{er} janvier 2015. Cette norme porte sur la classification et l'évaluation des actifs financiers, des passifs financiers, des décomptabilisations et vise à remplacer IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation ».
- La norme IFRS 10 « Etats financiers consolidés », applicable au 1^{er} janvier 2013. Cette nouvelle norme reprend les principes concernant la consolidation, elle annule et remplace la section sur les états financiers consolidés de la norme IAS 27 actuelle. L'interprétation SIC 12 « Consolidation - entités ad hoc » est également supprimée et est intégrée dans IFRS 10.
- La norme IFRS 11 « Partenariats », applicable au 1^{er} janvier 2013. La norme annule et remplace IAS 31 « Participations dans des coentreprises » et SIC 13 « Entités contrôlées conjointement - apports non monétaires par des coentrepreneurs ».
- La norme IFRS 12 « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités », applicable au 1^{er} janvier 2013. Cette norme intègre les informations à fournir relatives aux participations dans des filiales, aux partenariats, dans des entreprises associées et dans des entités structurées.
- La norme IFRS 13 « Evaluation à la juste valeur », applicable au 1^{er} janvier 2013. Cette norme reprend un guide d'évaluation de la juste valeur comprenant les informations à fournir dans les notes des états financiers.
- L'amendement à IFRS 1 portant sur le traitement comptable de certains prêts gouvernementaux, lors de la 1^{ère} application du référentiel IFRS, applicable au 1^{er} janvier 2013.
- L'amendement à IFRS 7 « Instruments financiers : informations à fournir - compensations des actifs et passifs financiers », applicable au 1^{er} janvier 2013. Des informations additionnelles sont exigées sur l'ensemble des instruments financiers comptabilisés qui ont été compensés dans le respect du paragraphe 42 d'IAS 32. Une information sur les instruments financiers comptabilisés sujets à des accords de compensation exécutoires et à des contrats similaires, même s'ils ne sont pas compensés selon IAS 32, est également exigée.
- Les amendements à IAS 32 « Instruments financiers : compensation des actifs et passifs financiers », applicables au 1^{er} janvier 2014. Les amendements clarifient d'une part, la signification de « doit posséder un droit juridique exé-

cutoire de compensation des montants comptabilisés » (Application guidance - AG 38 modifiée) et d'autre part, que certains systèmes de compensation globaux peuvent être considérés équivalents à un règlement sur la base du montant net.

- Les amendements à IFRS 10, IFRS 12 et IAS 27 « Entités d'investissement », applicables au 1^{er} janvier 2014. Une entité d'investissement est exemptée de consolider ses filiales et comptabiliser ses placements à la juste valeur par le résultat selon IFRS 9 « Instruments financiers ». Le Groupe ne fait pas partie de cette catégorie particulière d'entreprise et n'est donc pas concerné par ces amendements.
- IFRIC 20 « Frais de découverte engagés pendant la phase de production d'une mine à ciel ouvert », applicable au 1^{er} janvier 2013. Le Groupe n'est pas concerné par cette interprétation.

Certains amendements auront une incidence sur les comptes consolidés du Groupe, notamment ceux qui concernent IAS 19 dont l'impact est décrit à la note 21.

1.3. Présentation des états financiers consolidés

Les états financiers consolidés sont présentés en euro.

Ils sont préparés sur base du coût historique à l'exception notamment des actifs suivants :

- les actifs biologiques (IAS 41), la production agricole (IAS 2 / IAS 41) ainsi que les titres disponibles à la vente sont comptabilisés à leur juste valeur ;
- les immobilisations corporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises (IFRS 3) sont évaluées initialement à leur juste valeur à la date de l'acquisition.

Les principes et les règles comptables sont appliqués de manière cohérente et permanente dans le Groupe. Les états financiers consolidés sont préparés pour l'exercice comptable se terminant au 31 décembre 2012 et sont présentés avant affectation du résultat de la maison mère proposée à l'Assemblée Générale des actionnaires.

1.4. Principes de consolidation

Les états financiers consolidés incluent les états financiers de la société mère Socfin ainsi que ceux des entreprises contrôlées par la mère (« filiales ») et ceux des entreprises où Socfin exerce une influence notable (« entreprises associées »), dont l'ensemble constitue le « Groupe ».



Toutes les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation au 31 décembre 2012 clôturent leurs comptes au 31 décembre.

a) Filiales

Le contrôle s'entend comme le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin d'obtenir des avantages de ses activités. Le contrôle est présumé lorsque le Groupe détient directement ou indirectement plus de la moitié des droits de vote. Les filiales sont consolidées par la méthode de l'intégration globale.

Le résultat des filiales acquises ou cédées au cours de l'exercice est inclus dans le compte de résultat consolidé, respectivement, depuis la date d'acquisition ou jusqu'à la date de cession.

Le cas échéant, des retraitements sont effectués sur les états financiers des filiales pour aligner les principes comptables utilisés avec ceux des autres entreprises du périmètre de consolidation.

Tous les soldes et opérations intra-groupe sont éliminés lors de la consolidation.

b) Participations dans les entreprises associées

Une entreprise associée est une entreprise sur laquelle Socfin exerce une influence notable de par sa participation aux décisions financières et opérationnelles de cette entreprise, mais dont elle n'a pas le contrôle. L'influence notable est présumée lorsque le Groupe détient, directement ou indirectement par le biais de ses filiales, entre 20% et 50% des droits de vote. Les entreprises associées sont intégrées par la méthode de mise en équivalence. Selon cette méthode, la participation du Groupe dans l'entreprise associée est initialement comptabilisée au coût dans l'état de la situation financière, puis est ajustée par la suite pour comptabiliser la quote-part du Groupe dans le résultat net et les autres éléments du résultat étendu de l'entreprise associée.

La liste des filiales et entreprises associées du Groupe est présentée en note 2.

1.5. Changements de méthodes comptables, erreurs et changements d'estimations

Un changement de méthode comptable n'est appliqué que s'il répond aux dispositions d'une norme ou interprétation ou permet une information plus fiable et plus pertinente. Les changements de méthodes comptables sont comptabilisés

de manière rétrospective, sauf en cas de disposition transitoire spécifique à la norme ou interprétation.

Une erreur, lorsqu'elle est découverte, est également ajustée de manière rétrospective.

Les incertitudes inhérentes à l'activité nécessitent de recourir à des estimations dans le cadre de la préparation des états financiers. Les estimations sont issues de jugements destinés à donner une appréciation raisonnable des dernières informations fiables disponibles. Une estimation est révisée pour refléter les changements de circonstances, les nouvelles informations disponibles et les effets liés à l'expérience.

1.6. Ecart d'acquisition

L'écart d'acquisition est la différence entre la juste valeur, à la date d'acquisition, des éléments remis en échange pour prendre le contrôle ; la valeur des intérêts minoritaires ; la juste valeur, à la date d'acquisition, des prises de participation antérieures et la quote-part de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise.

Lors de la cession d'une filiale ou d'une entreprise associée, le montant résiduel de l'écart d'acquisition attribuable à la filiale est inclus dans le calcul du résultat de cession.

1.7. Ecart d'acquisition négatif

L'écart d'acquisition négatif représente l'excédent de la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur des actifs et des passifs identifiables ainsi que des passifs éventuels d'une filiale ou d'une entreprise associée sur le coût d'acquisition à la date d'acquisition.

Dans la mesure où un écart d'acquisition négatif subsiste après examen et ré-estimation de la juste valeur des actifs et passifs identifiables ainsi que des passifs éventuels d'une filiale ou d'une entreprise associée, il est directement comptabilisé en produit dans le compte de résultat.

1.8. Conversion des devises étrangères

Dans les états financiers de Socfin et de chaque filiale ou entreprise associée, les transactions en monnaie étrangère sont enregistrées, lors de leur comptabilisation initiale, dans la devise de référence de la société concernée en appliquant le taux de change en vigueur à la date de transaction. A la clôture, les actifs et passifs monétaires libellés en devises étran-



Etats financiers consolidés

gères sont convertis au cours du dernier jour de l'exercice. Les profits et pertes provenant de la réalisation ou de la conversion d'éléments monétaires libellés en devises étrangères sont enregistrés dans le compte de résultat de l'exercice.

Pour couvrir son exposition à certains risques de change, le Groupe a recours à des contrats de change à terme. Ces instruments financiers ne remplissent pas les conditions pour une comptabilité de couverture. Ils sont classés en autres instruments (voir note 1.19.).

Lors de la consolidation, les actifs et les passifs des sociétés dont la comptabilité est tenue dans une autre devise que l'euro, sont convertis en euro au cours de change en vigueur à la date de clôture. Les revenus et les charges sont convertis en euro au cours de change moyen de l'année. Les éventuelles différences de change sont classées en capitaux propres au poste « écarts de conversion ». En cas de cession, les écarts de conversion relatifs à la société concernée sont comptabilisés au compte de résultat de l'exercice durant lequel la cession a eu lieu.

Les écarts d'acquisition et les ajustements de juste valeur provenant de l'acquisition d'une entité étrangère sont consi-

dérés comme des actifs et passifs de l'entité étrangère et convertis au taux de clôture.

Cependant, lorsque la devise de tenue des comptes est différente de la monnaie de fonctionnement, ce qui est le cas pour la filiale indonésienne PT Socfindo, dont la devise de fonctionnement est le dollar américain, la conversion des comptes dans la monnaie de fonctionnement est effectuée par la méthode du cours historique. Par cette méthode, les actifs et passifs monétaires, ainsi que les actifs biologiques, valorisés à la juste valeur, sont convertis dans la devise de consolidation au cours de la devise étrangère à la date de clôture. Les éléments non monétaires sont convertis au cours historique ou au cours en vigueur à la date de réévaluation. Les produits et les charges sont évalués au cours moyen de la période. Les écarts de conversion constatés sont quant à eux repris au compte de résultat.

Les taux de change suivants ont été utilisés pour la conversion des comptes annuels consolidés :

1 euro est égal à :	Taux de clôture		Taux moyen	
	2012	2011	2012	2011
Franc CFA	655,957	655,957	655,957	655,957
Livre sterling	0,8169	0,8351	0,8113	0,8693
Roupie indonésienne	12.862	11.739	12.064	12.251
Riel cambodgien	5.285	5.231	5.206	5.662
Naïra nigérian	204,63	204,79	201,08	213,70
Dollar américain	1,3183	1,2935	1,2919	1,3948

1.9. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont reprises à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des éventuelles pertes de valeur.

Les amortissements sont pratiqués selon la méthode linéaire sur base d'une estimation de la durée d'utilité de l'immobilisation en question. Les immobilisations incorporelles ne font pas l'objet de réévaluation. Lorsque la valeur recouvrable d'un actif est inférieure à sa valeur comptable, cette dernière est diminuée afin de refléter cette perte de valeur.

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

Concessions et brevets	3 à 5 ans
Autres immobilisations incorporelles	3 à 5 ans

La date de départ des amortissements est la date de mise en service du bien.



1.10. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et d'éventuelles pertes de valeur.

Les immobilisations corporelles en cours sont comptabilisées au coût diminué de toute perte de valeur identifiée.

Les amortissements sont pratiqués selon la méthode linéaire sur base d'une estimation de la durée d'utilité pour chaque composant significatif de l'immobilisation en question. Lorsque la valeur recouvrable d'un actif est inférieure à sa valeur comptable, cette dernière est diminuée afin de refléter cette perte de valeur.

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

Constructions	20 à 50 ans
Installations techniques	3 à 20 ans
Mobilier, matériel roulant et autres	3 à 20 ans

La date de départ des amortissements est la date de mise en service du bien.

1.11. Immeubles de placement

Les immeubles de placement sont des biens immobiliers (terrains et bâtiments ou partie de bâtiments) détenus pour en retirer des loyers et/ou pour en valoriser le capital.

Les immeubles de placement sont inscrits pour leur coût, diminué du cumul des amortissements et des éventuelles comptabilisations de perte de valeur.

Les amortissements pratiqués sont déterminés selon le mode linéaire sur la durée d'utilisation du bien. La durée d'amortissement des immeubles de placement est fixée à 50 ans.

1.12. Actifs biologiques

Le Groupe possède des actifs biologiques en Afrique et en Asie. Ces actifs biologiques, principalement constitués de plantations de palmiers à huile et d'hévéas, sont évalués selon les principes définis par l'IAS 41 « Agriculture ». Il en va de même pour la production agricole au moment de la récolte et notamment pour les régimes de palme, l'huile de palme et le caoutchouc.

Actifs biologiques

Les actifs biologiques sont évalués, lors de la comptabilisation initiale ainsi qu'à chaque clôture, à leur juste valeur diminuée des coûts estimés au point de vente. Il n'existe pas de marché actif pour les actifs biologiques qui permettrait d'en déterminer la juste valeur. De même, compte tenu de la particularité de chaque plantation (situation géographique, environnement politique et social, conditions climatiques, nature du sol, qualité du matériel végétal...), il n'existe pas de transaction de référence qui permettrait une évaluation globale des actifs biologiques. Par conséquent, afin de déterminer la juste valeur de ces actifs de manière fiable, le Groupe a recours à la valeur actualisée des flux nets de trésorerie attendus, actualisés à un taux avant impôts.

Dans un premier temps, le Groupe détermine séparément pour chaque catégorie d'actif biologique au sein de chaque entité, la production attendue de cet actif sur sa durée de vie résiduelle. Cette production attendue est estimée sur base des rendements réellement constatés en cours d'exercice en fonction de la maturité de l'actif biologique et des surfaces en exploitation. La production est ensuite valorisée sur base d'une moyenne de marges réalisées par l'entité en rapport à l'activité agricole. La juste valeur de l'actif biologique est alors obtenue par l'actualisation de ces flux de trésorerie. Pour l'évaluation de la juste valeur des actifs biologiques au 31 décembre 2012, le Groupe a considéré les dernières données historiques fiables disponibles quant aux marges moyennes réellement constatées, à savoir les exercices 2008 à 2012. La moyenne des marges est considérée comme constante sur la durée de la projection financière. En outre, il n'est pas tenu compte d'un facteur d'indexation.

Cette méthode est appliquée de manière homogène aux plantations tout en tenant compte des particularités locales. En effet, le modèle d'évaluation se base, tel que décrit supra, sur des données historiques de rendement et de marges spécifiques à chaque catégorie d'actifs biologiques pour chaque plantation. En outre, le taux d'actualisation, l'une des données sensibles du modèle, est adapté aux spécificités locales. Il tient compte du taux de financement long terme applicable à l'entité, des risques de guerre et d'expropriation liés au pays, ainsi que le cas échéant d'un risque produit. Toutefois, en ce qui concerne ce dernier élément, le Groupe estime qu'il n'y a pas de risque agricole particulier lié à l'exploitation de plantations de palmiers à huile et d'hévéas.

Pour cette évaluation, les hypothèses générales suivantes ont été retenues : tous les actifs biologiques plantés font l'objet de l'évaluation. Les actifs biologiques immatures, qui ne sont pas en production, font l'objet d'entretiens particuliers sur la période d'immaturité dont les coûts sont pris en compte pour l'évaluation de la juste valeur. Le transfert d'actifs bio-



logiques en production (maturité) a lieu au cours de la quatrième année après le « planting » des palmiers à huile et au cours de la septième année après le « planting » des hévéas. La durée d'exploitation dure entre 25 et 30 ans pour les deux cultures. Pour chaque entité, cette durée peut être adaptée en fonction des circonstances particulières. A la clôture, la projection financière s'étend jusqu'à la fin de l'exploitation théorique des actifs biologiques les plus jeunes.

La variation de la juste valeur est incluse dans le résultat de la période au cours de laquelle elle se produit.

Production agricole

La production agricole est évaluée à la juste valeur diminuée des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente. Le prix d'un produit standard sur un marché mondial n'est pas suffisamment représentatif de la réalité économique dans laquelle les différentes entités du Groupe interviennent. Ce prix ne peut être retenu comme référence pour l'évaluation. Par conséquent, chaque entité détermine la juste valeur de la production agricole en fonction des prix de marché réellement obtenus là où elle est intervenue au cours du dernier exercice.

La variation de la juste valeur est incluse dans le résultat de la période au cours de laquelle elle se produit.

1.13. Contrats de location

Les contrats de location sont classés en contrats de location financement lorsque les termes du contrat de location transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété. Tous les autres contrats sont classés en location simple.

Les actifs détenus en location financement sont comptabilisés en tant qu'actifs du Groupe au plus faible de la valeur actualisée des loyers minimaux et de leur juste valeur à la date de départ du contrat de location. La dette correspondante envers le bailleur est enregistrée dans l'état de la situation financière pour le même montant en tant qu'obligation issue des contrats de location financement. Les charges financières, qui représentent la différence entre les engagements totaux du contrat et la juste valeur du bien acquis, sont réparties sur les différentes périodes couvertes par le contrat de location de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû au passif au titre de chaque exercice comptable.

Les charges de loyer en vertu d'un contrat de location simple sont comptabilisées en charges dans le compte de résultat de façon linéaire pendant toute la durée du contrat en question.

1.14. Dépréciation d'actifs

Les écarts d'acquisition ne font pas l'objet d'amortissement, mais d'un test de dépréciation réalisé au moins annuellement à la date de la clôture de l'exercice.

En outre, à chaque date de clôture, le Groupe revoit les valeurs comptables de ses immobilisations corporelles et incorporelles afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice montrant que ses actifs ont pu perdre de la valeur. S'il existe un tel indice, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer, s'il y a lieu, le montant de la perte de valeur. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente de l'actif et la valeur d'utilité. Cette dernière correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés attendus de l'utilisation d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie. Lorsqu'il n'est pas possible d'estimer le montant recouvrable d'un actif isolé, le Groupe détermine la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient.

Si la valeur recouvrable d'un actif (ou d'une unité génératrice de trésorerie) est estimée comme étant inférieure à sa valeur comptable, la valeur comptable de l'actif (unité génératrice de trésorerie) est ramenée à sa valeur recouvrable. Les pertes de valeur sont immédiatement comptabilisées en charges dans le compte de résultat.

Lorsqu'une perte de valeur comptabilisée lors d'un exercice antérieur n'existe plus ou doit être diminuée, la valeur comptable de l'actif (unité génératrice de trésorerie) est augmentée à hauteur de l'estimation révisée de sa valeur recouvrable. Cependant, cette valeur comptable augmentée ne doit pas excéder la valeur comptable qui aurait été déterminée si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour l'actif (unité génératrice de trésorerie) au cours d'exercices antérieurs. La reprise d'une perte de valeur est comptabilisée immédiatement en produits dans le compte de résultat.

Une perte de valeur enregistrée sur un écart d'acquisition ne peut faire l'objet d'une reprise ultérieure.

1.15. Participations dans des entreprises associées

Les participations dans des entreprises associées sont incluses dans les états financiers consolidés selon la méthode de la mise en équivalence à partir de la date de commencement de l'influence notable jusqu'à la date où cette influence cesse.



1.16. Stocks

Les stocks sont inscrits au plus faible du coût et de leur valeur nette de réalisation. Le coût comprend les coûts directs de matières et le cas échéant, les coûts directs de main d'œuvre ainsi que les frais généraux directement attribuables. Lorsque l'identification spécifique n'est pas possible, le coût est déterminé sur base de la méthode du coût moyen pondéré. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans le cours normal des activités diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente (frais commerciaux essentiellement).

La dépréciation ou la perte sur stocks pour les ramener à la valeur nette de réalisation est comptabilisée en charges de l'exercice au cours duquel la dépréciation ou la perte s'est produite.

Comme expliqué à la note 1.12. actifs biologiques, la production agricole est évaluée à sa juste valeur diminuée des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

1.17. Créances commerciales

Les créances commerciales sont évaluées à leur valeur nominale diminuée des réductions de valeur adéquates couvrant les montants considérés comme non recouvrables. A la fin de l'exercice comptable, une estimation des créances commerciales douteuses est effectuée. Des provisions pour créances douteuses sont enregistrées durant l'exercice au cours duquel elles sont identifiées.

1.18. Trésorerie et équivalents de trésorerie

Cette rubrique comprend les liquidités, les dépôts à vue, les dépôts à court terme de moins de 3 mois, ainsi que les placements facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

1.19. Instruments financiers

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés dans l'état de la situation financière consolidée lorsque le Groupe devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont évalués à leur juste valeur à chaque date de clôture.

Le traitement comptable dépend de la qualification de l'instrument concerné :

– Instruments de couverture :

Le changement de la juste valeur des instruments financiers dérivés qui sont désignés et efficaces en tant que couverture sont comptabilisés directement dans les autres éléments du résultat étendu. Les montants différés en capitaux propres sont comptabilisés dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel l'engagement ferme couvert ou la transaction prévue couverte affecte le résultat net.

– Autres instruments :

Les changements de la juste valeur des instruments financiers dérivés qui ne remplissent pas les conditions pour une comptabilité de couverture sont comptabilisés dans le compte de résultat lorsqu'ils surviennent.

Pour les exercices sous revue, seuls des instruments mentionnés au paragraphe précédent « Autres instruments » ont été utilisés par le Groupe.

Prêts et emprunts

Les emprunts et découverts portant intérêts sont enregistrés pour les montants reçus, nets des coûts directs d'émission. Les charges financières sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'engagement et sont ajoutées à la valeur comptable de l'instrument dans la mesure où elles ne sont pas réglées dans l'exercice au cours duquel elles surviennent. La juste valeur de l'endettement à moins d'un an est estimée proche de la valeur comptable.

Pour l'endettement à plus d'un an, une minorité d'emprunts ont été conclus à taux variable ; ici aussi il a été estimé que la juste valeur de ces emprunts était proche de leur valeur comptable.

Les prêts portant intérêts sont enregistrés pour les montants donnés, nets des coûts directs d'émission. Les produits financiers sont ajoutés à la valeur comptable de l'instrument dans la mesure où ils ne sont pas reçus dans l'exercice au cours duquel ils surviennent. Les intérêts sont calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Instruments de capitaux propres

Les instruments de capitaux propres sont comptabilisés pour les montants reçus, nets des coûts directs engendrés par l'émission.

Titres disponibles à la vente

Cette rubrique comprend les actions détenues par le Groupe dans des sociétés dans lesquelles il n'exerce pas de contrôle ou d'influence notable.



Lors de leur comptabilisation initiale, ces actifs sont comptabilisés à leur juste valeur, c'est-à-dire généralement à leur coût d'acquisition.

Aux dates de clôture, ces titres sont évalués à leur juste valeur et les profits et pertes latents sont comptabilisés directement dans les autres éléments du résultat étendu. Pour les actions de sociétés cotées, la juste valeur est la valeur boursière à la date de clôture (Niveau 1). Pour les titres non cotés, la juste valeur est déterminée sur base de l'actif net réévalué (Niveau 3).

En cas de cession ou de dépréciation durable, les variations de juste valeur sur ces titres sont transférées en résultat.

Autres actifs et passifs financiers

Les autres actifs et passifs financiers sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. La juste valeur des autres actifs et passifs financiers est estimée proche de la valeur comptable.

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale (coût historique) diminuée des réductions de valeur couvrant les montants considérés comme non recouvrables dès lors que le Groupe l'estime nécessaire. La constitution de la dépréciation d'actifs est comptabilisée dans le compte de résultat dans la rubrique « Autres charges/produits opérationnels ». Il n'y a pas de politique Groupe au niveau consolidé concernant les corrections de valeur. Le Conseil d'Administration de chaque filiale évalue les créances de manière individuelle. Les corrections de valeur sont déterminées en tenant compte de la réalité économique locale de chaque pays. Elles sont revues lors de la réception de nouveaux événements et au minimum annuellement.

1.20. Provisions

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un fait générateur passé qui entraînera probablement une sortie d'avantages économiques pouvant être raisonnablement estimée.

Les provisions pour restructuration sont comptabilisées lorsque le Groupe a un plan formalisé et détaillé pour la restructuration qui a été notifié aux parties affectées.

1.21. Engagements de retraite

Plans à cotisations définies

Ces plans désignent les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi en vertu desquels le Groupe verse, pour certaines catégories de travailleurs salariés, des cotisations dont les montants sont définis à des sociétés d'assurances externes au Groupe. Les versements effectués dans le cadre de ces

régimes de retraite sont comptabilisés en compte de résultat dans l'exercice au cours duquel ils sont dûs.

Comme ces régimes ne génèrent pas d'engagement futur pour le Groupe, ils ne donnent pas lieu à la constitution de provisions.

Plans à prestations définies

Ces plans désignent les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi qui garantissent à certaines catégories de salariés, des ressources complémentaires en contrepartie des services qu'ils ont rendus durant l'exercice et les exercices antérieurs. Cette garantie de ressources complémentaires constitue pour le Groupe une prestation future pour laquelle un engagement est calculé par des actuaires indépendants à la clôture de chaque exercice.

Les hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer les engagements varient selon les conditions économiques prévalant dans le pays dans lequel le régime est situé.

Le coût des engagements correspondants est déterminé selon la méthode des unités de crédit projetées, avec un calcul des valeurs actualisées à la date de clôture conformément aux principes de l'IAS 19. Selon la politique dite du corridor, seuls les gains et pertes actuariels qui excèdent de plus de 10% le montant le plus élevé de la valeur actualisée des obligations de retraite et de la juste valeur des actifs du plan à la date de clôture, sont amortis sur la durée d'activité moyenne résiduelle prévue des membres du personnel bénéficiant de ce régime.

Lorsque les conditions d'un régime sont modifiées, le coût qui en résulte est comptabilisé immédiatement dans la mesure où les droits à prestation sont acquis. Dans les autres cas, le coût est comptabilisé en charges, selon la méthode linéaire sur la durée moyenne restant à courir jusqu'à ce que les droits correspondants soient acquis.

Le montant comptabilisé dans l'état de la situation financière correspond à la valeur actualisée des engagements de pension des régimes à prestations définies ajustée des pertes et profits actuariels et du coût des services passés non encore comptabilisés, diminuée de la juste valeur des actifs du plan.

1.22. Comptabilisation des produits

Les ventes de biens sont comptabilisées lors de la livraison et du transfert du titre de propriété, c'est-à-dire lorsqu'il y a transfert à l'acheteur des risques et avantages liés à la propriété des biens.



Les produits d'intérêts sont comptabilisés au fur et à mesure, en fonction de l'encours du principal et du taux d'intérêt applicable.

Le produit des dividendes sur placements est comptabilisé lorsque les droits des actionnaires à percevoir le paiement sont établis.

1.23. Coûts d'emprunts

Les coûts d'emprunts qui sont directement attribuables à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif qualifié, c'est-à-dire qui demande une longue période de préparation, doivent être incorporés dans le coût d'un actif. Toutefois il y a une exception pour les coûts d'emprunts qui sont liés à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif qualifié évalué à la juste valeur, notamment les actifs biologiques. Les coûts liés au planting ou replanting des plantations (évaluées à la juste valeur) sont comptabilisés au compte de résultat.

Les autres coûts d'emprunts sont enregistrés au compte de résultat de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

1.24. Impôts

L'impôt courant est le montant des impôts exigibles ou récupérables sur le bénéfice ou la perte d'un exercice.

Les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs bases fiscales donnent lieu à la constatation d'un impôt différé en utilisant les taux d'impôts dont l'application est prévue lors du renversement des différences temporelles, tels qu'adoptés à la date de clôture.

Des impôts différés sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles sauf si l'impôt différé est généré par un écart d'acquisition ou par la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif qui n'est pas acquis via un regroupement d'entreprises et n'affecte ni le bénéfice comptable ni le bénéfice imposable à la date de transaction.

Un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables liées à des participations dans les filiales et entreprises associées, sauf si la date à laquelle s'inversera la différence temporelle peut être contrôlée et s'il est probable qu'elle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôts non utilisés dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales et crédits d'impôts non utilisés pourront être imputés.

L'impôt différé est comptabilisé dans le compte de résultat sauf s'il concerne des éléments qui ont été directement comptabilisés, soit dans les capitaux propres, soit dans les autres éléments du résultat étendu.

1.25. Actifs non-courants détenus pour la vente et activités abandonnées

Ces actifs comprennent les unités génératrices de trésorerie qui ont été cédées ou qui sont détenues en vue d'être cédées. Les actifs et passifs détenus pour la vente sont présentés séparément des autres actifs et passifs de l'état de la situation financière et sont évalués au plus faible de leur valeur nette comptable et de leur juste valeur nette des frais de cessions. Le résultat des activités abandonnées est présenté sur une ligne distincte du compte de résultat.

1.26. Regroupements d'entreprises

Les normes IFRS 3 révisée et IAS 27 révisée revoient les modalités de comptabilisation des regroupements d'entreprises et des variations d'intérêts dans les filiales après obtention du contrôle.

Ces normes permettent, lors de chaque regroupement, d'opter pour la comptabilisation d'un goodwill complet (correspondant aux intérêts majoritaires et minoritaires) ou bien d'un goodwill partiel (basé sur le pourcentage d'intérêts acquis).

Le traitement comptable de cet écart est décrit aux points 1.6. et 1.7.

Les variations d'intérêts dans une filiale n'entraînant pas la perte de contrôle sont comptabilisées comme des transactions de capitaux propres.

1.27. Information sectorielle

IFRS 8 « Secteurs opérationnels » requiert que les secteurs opérationnels soient identifiés sur base du reporting interne analysé par le principal décideur opérationnel de l'entité en vue d'évaluer les performances et de prendre des décisions en matière de ressources à affecter aux secteurs. L'identification de ces secteurs opérationnels découle de l'information analysée par la direction qui est basée sur la répartition géographique des risques politiques et économiques et sur l'analyse des comptes sociaux individuels au coût historique.



1.28. Recours à des estimations

Pour l'établissement des états financiers consolidés selon les normes IFRS, la direction du Groupe a dû retenir des hypothèses basées sur ses meilleures estimations qui affectent la valeur comptable des éléments d'actifs et de passifs, les informations relatives aux éléments d'actifs et de passifs éventuels, ainsi que la valeur comptable des produits et charges enregistrés durant la période. En fonction de l'évolution de ces hypothèses ou des conditions économiques différentes, les montants qui figureront dans les futurs états financiers consolidés du Groupe pourraient différer des estimations actuelles. Les méthodes comptables sensibles au titre desquelles le Groupe a eu recours à des estimations concernent

principalement l'application des normes IAS 19 et IAS 41. En effet, bien que cette dernière inclue certaines recommandations pour l'élaboration d'un modèle d'évaluation à la juste valeur, basé notamment sur des flux de trésorerie futurs actualisés, cet exercice implique l'utilisation de certaines hypothèses sensibles pour déterminer les flux futurs de trésorerie et le taux d'actualisation. Les principales caractéristiques du modèle établi par le Groupe, et hypothèses retenues pour l'application de celui-ci dans le cadre de la norme IAS 41, sont décrites à la note 1.12.

Cette méthode est par nature plus volatile que l'évaluation au coût historique.



Note 2. Filiales et entreprises associées

	% d'intérêt du Groupe	% de contrôle du Groupe	Méthode de consolidation (*)	% d'intérêt du Groupe	% de contrôle du Groupe	Méthode de consolidation (*)
	2012	2012	2012	2011	2011	2011
AFRIQUE						
Hévéa et palmier						
SOGB S.A.	40,06	73,16	IG	38,70	73,16	IG
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	41,58	66,11	IG	38,10	62,70	IG
SOCAPALM S.A.	41,13	65,39	IG	39,69	65,32	IG
Hévéa						
LIBERIAN AGRICULTURAL COMPANY « LAC »	62,90	100,00	IG	60,77	100,00	IG
SALALA RUBBER CORPORATION « SRC »	62,90	100,00	IG	35,17	57,87	IG
SUD COMOË CAOUTCHOUC « SCC »	38,34	70,01	IG	37,04	70,01	IG
Palmier						
SOCFIN AGRICULTURAL COMPANY « SAC » LTD	53,47	85,00	IG	51,65	85,00	IG
SOCIETE DES PALMERAIES DE LA FERME SUISSSE « SPFS »	41,13	100,00	IG	39,69	100,00	IG
BRABANTA S.P.R.L.	62,98	100,00	IG	60,85	100,00	IG
Autres activités						
BEREBY-FINANCES « BEFIN » S.A.	54,76	87,06	IG	52,90	87,06	IG
PALMCAM S.A.	62,90	100,00	IG	60,77	100,00	IG
ASIE						
Hévéa et Palmier						
PT SOCFINDO	50,24	90,00	IG	49,26	90,00	IG
Hévéa						
SETHIKULA CO LTD	48,17	100,00	IG	43,79	100,00	IG
SOCFIN-KCD CO LTD	48,17	86,30	IG	43,79	80,00	IG
VARANASI CO LTD	48,17	100,00	IG	43,79	100,00	IG
EUROPE						
Autres activités						
AGRO PRODUCTS INVESTMENT CY LTD	57,19	100,00	IG	55,90	100,00	IG
CENTRAGES S.A.	59,36	100,00	IG	57,75	100,00	IG
GAUMMES S.A.	59,36	100,00	IG	57,75	100,00	IG
IMMOBILIERE DE LA PEPINIERE S.A.	59,36	100,00	IG	57,75	100,00	IG
INDUSERVICES S.A.	73,41	100,00	IG	72,39	100,00	IG
MANAGEMENT ASSOCIATES S.A.	61,55	90,00	IG	60,43	90,00	IG
PLANTATION NORD-SUMATRA LTD S.A.	55,82	100,00	IG	54,74	100,00	IG
SOCFICOM S.A.	57,19	100,00	IG	55,90	100,00	IG
SOCFINAF S.A.	62,90	62,90	IG	60,77	60,77	IG
SOCFINASIA S.A.	55,82	55,82	IG	54,74	54,74	IG
SOCFINCO S.A.	59,36	100,00	IG	57,75	100,00	IG
SOCFINCO FR S.A.	59,36	100,00	IG	57,75	100,00	IG
SOCFINDE S.A.	57,19	99,92	IG	55,90	99,92	IG
SODIMEX S.A.	59,36	100,00	IG	57,75	100,00	IG
SOGESCOL FR S.A.	59,36	100,00	IG	57,75	100,00	IG
TERRASIA S.A.	66,53	100,00	IG	65,30	100,00	IG
TERRES ROUGES CONSULTANT S.A.S.	59,35	99,98	IG	57,74	99,98	IG
TROPICAL COMMODITIES TRADING LTD	57,19	100,00	IG	55,90	100,00	IG
WEST AFRICAN TRADING COMPANY	62,90	100,00	IG	60,77	100,00	IG

(*) Méthode de consolidation : IG : Intégration Globale.



Liste des filiales et entreprises associées

- * AGRO PRODUCTS INVESTMENT COMPANY LIMITED est une société qui opère dans les domaines des services et du commerce dans le secteur des plantations tropicales.
- * BEREBY-FINANCES « BEFIN » S.A. est une société holding de droit ivoirien détenant la société de plantations en Côte d'Ivoire, SOGB S.A. et la société industrielle de droit ivoirien, SCC.
- * BRABANTA S.P.R.L. est une société de droit congolais (RDC) spécialisée dans la production d'huile de palme.
- * CENTRAGES S.A. est une société de droit belge prestataire de services administratifs et comptables et propriétaire de trois étages de surface de bureaux situés à Bruxelles.
- * GAUMMES S.A. est une société de droit belge en liquidation.
- * IMMOBILIERE DE LA PEPINIERE S.A. est une société de droit belge propriétaire de trois étages de surface de bureaux situés à Bruxelles.
- * INDUSERVICES S.A. est une société anonyme de droit luxembourgeois dont l'objet est de fournir tous services administratifs à toutes entreprises, organisations et sociétés, notamment tous services de documentation, de tenue de livres et registres, ainsi que toutes activités de représentation, d'étude, de consultation et d'assistance.
- * LIBERIAN AGRICULTURAL COMPANY « LAC » est une société de droit libérien spécialisée dans la production de caoutchouc.
- * MANAGEMENT ASSOCIATES S.A. est une société anonyme de droit luxembourgeois active dans le transport.
- * OKOMU OIL PALM COMPANY PLC est une société de droit nigérian spécialisée dans la production de produits palmiers et de caoutchouc.
- * PALMCAM S.A. est une société holding camerounaise détenant la participation dans une plantation de palmiers à huile et d'hévéas au Cameroun, Socapalm S.A.
- * PLANTATION NORD-SUMATRA LTD S.A. est une société de participation financière établie à Luxembourg, détenant la participation dans PT Socfindo.
- * PT SOCFIN INDONESIA « SOCFINDO » est une société de droit indonésien active dans la production d'huile de palme et de caoutchouc.
- * SALALA RUBBER CORPORATION « SRC » est une société de droit libérien spécialisée dans l'exploitation d'une plantation d'hévéas.
- * SETHIKULA CO LTD est une société de droit cambodgien active dans l'hévéa.
- * SOCAPALM S.A. est active au Cameroun dans la production d'huile de palme et la culture d'hévéas.
- * SOCFICOM S.A. est une société dont l'activité consiste en la mise à disposition de personnel spécialisé. L'activité a toutefois été suspendue en 2012.
- * SOCFIN AGRICULTURAL COMPANY « SAC » LTD est une société implantée au Sierra Leone spécialisée dans la production d'huile de palme.
- * SOCFIN CONSULTANT SERVICES « SOCFINCO » S.A. est une société établie en Belgique prestataire de services d'assistance technique, agronomique et financière.
- * SOCFIN-KCD CO LTD est une société de droit cambodgien active dans l'hévéa.
- * SOCFINAF S.A. est une société holding de droit luxembourgeois dont l'activité est axée principalement sur la gestion d'un portefeuille de participations actives dans des plantations situées en Afrique.
- * SOCFINASIA S.A. est une société holding de droit luxembourgeois dont l'activité est axée principalement sur la gestion d'un portefeuille de participations actives dans des plantations situées en Asie du Sud-Est.
- * SOCFINCO FR S.A. est une société suisse de services, d'études et de management de plantations agro-industrielles.
- * SOCFINDE S.A. est une société holding de financement de droit luxembourgeois.
- * SOCIETE DES PALMERAIES DE LA FERME SUISSE « SPFS » S.A. est active au Cameroun dans la production, la transformation et la commercialisation d'huile de palme raffinée.



Etats financiers consolidés

- * SODIMEX S.A. est une entreprise belge active dans le domaine de l'achat et vente de matériel destiné aux plantations tropicales.
- * SOGB S.A. est une société de droit ivoirien spécialisée dans la production de produits palmiers et de caoutchouc.
- * SOGESCOL FR S.A. est une société suisse active dans le commerce de produits tropicaux.
- * SUD COMOË CAOUTCHOUC « SCC » est une société de droit ivoirien qui a comme activité le traitement et la commercialisation de caoutchouc.
- * TERRASIA S.A. est une société de droit luxembourgeois propriétaire de bureaux.
- * TERRES ROUGES CONSULTANT S.A.S. est une société française en liquidation.
- * TROPICAL COMMODITIES TRADING LTD est une société en liquidation.
- * VARANASI CO LTD est une société de droit cambodgien active dans l'hévéa.
- * WEST AFRICAN TRADING COMPANY est une société britannique non active.



Note 3. Acquisitions d'activités

	2012	2011
	EUR	EUR
Actifs non-courants	28.003.791	34.058.923
Actifs courants	7.512.793	10.455.910
Passifs non-courants	-8.519.777	-5.674.906
Passifs courants	-4.304.380	-5.876.719
Actif net acquis	22.692.427	32.963.208
Ecarts d'acquisition débiteurs portés à l'actif (note 4)	0	0
Ecarts comptabilisés dans les fonds propres (variation de périmètre)	-4.553.647	-2.846.902
Prix total payé (*)	18.138.780	30.116.306
Réglé en liquidités	-18.138.780	-30.116.306
Sortie nette de liquidités sur acquisition		
Paiement en liquidités pour l'acquisition de nouvelles filiales et entités conjointes	-18.138.780	-30.116.306
Liquidités et soldes bancaires acquis	0	5.617.147
Acquisition de filiales et d'entités conjointes, sous déduction de la trésorerie	-18.138.780	-24.499.159
(*) – dont acquisition de filiales.	18.138.780	24.499.159
– dont souscription à des constitutions de filiales.	0	5.617.147

Les principales acquisitions d'activités réalisées par le Groupe au cours de l'exercice ont été les suivantes :

Socfin a acquis pour 7,5 millions d'euros d'actions Socfinaf S.A. (2,13%) dont 5 millions acquis à Socfinasia S.A.
Socfin a également acquis pour 6,5 millions d'euros d'actions Socfinasia S.A. (1,08%).

Socfinaf S.A. a acquis pour 2,4 millions d'euros d'actions Okomu (3,4%). Liberian Agricultural Company a acquis pour 4,3 millions

d'euros le solde des actions de Salala Rubber Corporation (SRC). De ce fait, Socfinaf S.A. porte son pourcentage de détention dans SRC à 100%.

Socfinasia S.A. a souscrit à l'augmentation de capital de Socfin-KCD et a acquis 126 titres supplémentaires (soit 6,30%) pour un montant de 0,7 million d'euros.

Note 4. Ecarts d'acquisition

	2012	2011
	EUR	EUR
Juste valeur au 1^{er} janvier	6.404.279	6.404.279
Entrées de l'exercice	0	0
Affectation	0	0
Juste valeur au 31 décembre	6.404.279	6.404.279



Note 5. Immobilisations incorporelles

EUR	Concessions et brevets	Autres immobilisations incorporelles	TOTAL
Valeur d'acquisition au 1^{er} janvier 2011	454.694	3.030.518	3.485.212
Acquisitions de l'exercice	57.530	338.276	395.806
Sorties de l'exercice	0	-476.854	-476.854
Reclassements vers d'autres postes	0	14.964	14.964
Ecart de conversion	429	28.109	28.538
Valeur d'acquisition au 31 décembre 2011	512.653	2.935.013	3.447.666
Amortissement au 1^{er} janvier 2011	-404.295	-1.738.622	-2.142.917
Amortissement de l'exercice	-48.438	-366.484	-414.922
Reprises d'amortissements de l'exercice	0	240.854	240.854
Reclassements vers d'autres postes	0	0	0
Ecart de conversion	-413	-20.356	-20.769
Amortissement au 31 décembre 2011	-453.146	-1.884.608	-2.337.754
Valeur nette comptable au 31 décembre 2011	59.507	1.050.405	1.109.912
Valeur d'acquisition au 1^{er} janvier 2012	512.653	2.935.013	3.447.666
Acquisitions de l'exercice	617.153	133.811	750.964
Sorties de l'exercice	-65.586	-47.750	-113.336
Reclassements vers d'autres postes	562	0	562
Ecart de conversion	-687	-149.386	-150.073
Valeur d'acquisition au 31 décembre 2012	1.064.095	2.871.688	3.935.783
Amortissement au 1^{er} janvier 2012	-453.146	-1.884.608	-2.337.754
Amortissement de l'exercice	-74.349	-269.197	-343.546
Reprises d'amortissements de l'exercice	65.586	47.750	113.336
Reclassements vers d'autres postes	592	0	592
Ecart de conversion	294	94.717	95.011
Amortissement au 31 décembre 2012	-461.023	-2.011.338	-2.472.361
Valeur nette comptable au 31 décembre 2012	603.072	860.350	1.463.422



Note 6. Immobilisations corporelles

EUR	Terrains et pépinières	Constructions	Installations techniques	Mobilier, matériel roulant et autres	Immo. corporelles en cours	Avances et acomptes	TOTAL
Valeur d'acquisition au 1^{er} janvier 2011	9.461.229	149.419.296	111.040.199	114.650.134	3.637.181	8.146.504	396.354.543
Acquisitions de l'exercice	5.508.600	6.755.206	8.485.619	11.605.253	16.170.848	9.971.809	58.497.335
Sorties de l'exercice	-1.410.108	-45.994	-1.768.345	-3.316.054	0	0	-6.540.501
Reclassements vers d'autres postes	-2.434.292	0	0	-1.213.378	-206.846	-119.863	-3.974.379
Transferts	39.769	2.739.061	1.667.516	1.217.201	5.115.673	-10.779.220	0
Ecart de conversion	354.978	2.190.947	1.624.671	492.742	225.198	342	4.888.878
Valeur d'acquisition au 31 décembre 2011	11.520.176	161.058.516	121.049.660	123.435.898	24.942.054	7.219.572	449.225.876
Amortissement au 1^{er} janvier 2011	-852.504	-78.582.108	-69.958.168	-70.105.668	0	0	-219.498.448
Amortissement de l'exercice	-31.597	-6.489.528	-9.485.710	-8.271.990	0	0	-24.278.825
Reprises d'amortissements de l'exercice	0	39.306	1.520.284	3.115.159	0	0	4.674.749
Reclassements vers d'autres postes	-2.687	3.666	-13.693	12.714	0	0	0
Ecart de conversion	-958	-1.148.849	-1.292.819	-236.387	0	0	-2.679.013
Amortissement au 31 décembre 2011	-887.746	-86.177.513	-79.230.106	-75.486.172	0	0	-241.781.537
Valeur nette comptable au 31 décembre 2011	10.632.430	74.881.003	41.819.554	47.949.726	24.942.054	7.219.572	207.444.339
Valeur d'acquisition au 1^{er} janvier 2012	11.520.176	161.058.516	121.049.660	123.435.898	24.942.054	7.219.572	449.225.876
Acquisitions de l'exercice	8.701.352	8.346.290	8.337.366	20.671.218	9.758.008	8.932.653	64.746.887
Sorties de l'exercice	-409.747	-536.292	-5.427.120	-3.937.015	0	0	-10.310.174
Reclassements vers d'autres postes	-6.998.842	6.685.447	1.369.518	5.603.336	-2.354.389	-9.166.880	-4.861.810
Ecart de conversion	-175.053	-3.302.270	-4.060.115	-551.666	-202.081	444	-8.290.741
Valeur d'acquisition au 31 décembre 2012	12.637.886	172.251.691	121.269.309	145.221.771	32.143.592	6.985.789	490.510.038
Amortissement au 1^{er} janvier 2012	-887.746	-86.177.513	-79.230.106	-75.486.172	0	0	-241.781.537
Amortissement de l'exercice	-32.028	-7.314.173	-9.450.690	-10.328.634	0	0	-27.125.525
Reprises d'amortissements de l'exercice	157.476	428.911	4.910.554	3.688.836	0	0	9.185.777
Reclassements vers d'autres postes	0	7.517	65.161	-149.048	0	0	-76.370
Ecart de conversion	363	1.439.530	2.658.885	230.724	0	0	4.329.502
Amortissement au 31 décembre 2012	-761.935	-91.615.728	-81.046.196	-82.044.294	0	0	-255.468.153
Valeur nette comptable au 31 décembre 2012	11.875.951	80.635.963	40.223.113	63.177.477	32.143.592	6.985.789	235.041.885



Note 7. Immeubles de placement

	<i>EUR</i>
Valeur d'acquisition au 1^{er} janvier 2011	8.846.300
Acquisitions de l'exercice	513.253
Valeur d'acquisition au 31 décembre 2011	9.359.553
Amortissement au 1^{er} janvier 2011	-1.813.476
Amortissement de l'exercice	-310.213
Amortissement au 31 décembre 2011	-2.123.689
Valeur nette comptable au 31 décembre 2011	7.235.864
Valeur d'acquisition au 1^{er} janvier 2012	9.359.553
Acquisitions de l'exercice	102.978
Valeur d'acquisition au 31 décembre 2012	9.462.531
Amortissement au 1^{er} janvier 2012	-2.123.689
Amortissement de l'exercice	-355.266
Amortissement au 31 décembre 2012	-2.478.955
Valeur nette comptable au 31 décembre 2012	6.983.576

Les locations se font sous la forme de baux renouvelables de 9 ans (expiration au 30/04/2017). Les locaux donnés en location de l'immeuble Champ de Mars ont généré des produits locatifs pour 0,60 million d'euros. Les charges opérationnelles directes occasionnées par cet immeuble s'élèvent à 0,36 million d'euros.

Les 5^{ème} et 6^{ème} étages de l'immeuble situé 2 place du Champ de Mars à Bruxelles ont été évalués par un expert indépen-

dant lors de l'acquisition de l'Immobilier de la Pépinière S.A. en décembre 2006. Cette valeur a été utilisée pour l'évaluation de l'immeuble lors de l'entrée dans le périmètre. Il n'y a pas eu de nouvelle évaluation depuis lors. Le rez-de-chaussée acquis en 2007 a été évalué à sa valeur d'acquisition.

La cession éventuelle de l'immeuble est soumise, de par le contrat d'emprunt, à l'accord préalable du créancier.



Note 8. Actifs biologiques* *Détail des actifs biologiques comptabilisés dans l'état de la situation financière*

	<i>EUR</i>
Juste valeur au 1^{er} janvier 2011	949.950.718
Variation de la juste valeur	365.812.713
Transferts vers d'autres postes de l'actif	0
Autres mouvements sur actifs biologiques	-56
Ecart de conversion	27.865.539
Juste valeur au 31 décembre 2011	1.343.628.914
Juste valeur au 1^{er} janvier 2012	1.343.628.914
Variation de la juste valeur	187.621.689
Transferts vers d'autres postes de l'actif	0
Autres mouvements sur actifs biologiques	-56
Ecart de conversion	-85.247.107
Juste valeur au 31 décembre 2012	1.446.003.440

* *Détail des superficies en hectares*

	<i>2012</i>	<i>2011</i>
Palmiers		
Immatures	19.774	13.730
En production	75.389	75.784
Total palmiers	95.163	89.514
Hévéas		
Immatures	21.029	20.460
En production	35.237	34.154
Total hévéas	56.266	54.614

* *Détail de la production*

	<i>2012</i>	<i>2011</i>
Quantités produites (en tonnes)		
Régimes de palme	1.377.172	1.487.288
Caoutchouc	52.133	51.202
Juste valeur de la production (en euro)		
Régimes de palme	168.513.771	179.568.559
Caoutchouc	82.786.774	108.199.212



Etats financiers consolidés

* Marge réalisée sur la production agricole (en euro par tonne)

	2012	2011
Régimes de palme	81,74	87,01
Caoutchouc	1.072,01	1.728,57

* Taux d'actualisation

	2012	2011
Sierra Leone	13,00%	-
Liberia	10,00%	10,00%
Côte d'Ivoire	11,50%	12,50%
Nigeria	13,10%	13,20%
Cameroun	11,50%	12,50%
Congo (RDC)	13,00%	13,00%
Cambodge	13,00%	13,00%
Indonésie	9,00%	9,00%

* Rapprochement de la juste valeur comptabilisé dans l'état de la situation financière et au compte de résultat

- Etat de la situation financière

	2012	2011
	EUR	EUR
Juste valeur au 1er janvier	1.343.628.914	949.950.718
Variation de la juste valeur	187.621.689	365.812.713
Transferts vers d'autres postes de l'actif	0	0
Autres mouvements sur actifs biologiques	-56	-56
Ecart de conversion	-85.247.107	27.865.539
Situation au 31 décembre	1.446.003.440	1.343.628.914

- Compte de résultat

	2012	2011
	EUR	EUR
Variation de la juste valeur	187.621.689	365.812.713
Différences de change sur devise fonctionnelle	-63.230.970	-8.877.182
Dépenses d'investissements en actifs biologiques immatures (*)	-48.671.453	-34.104.615
Situation au 31 décembre	75.719.266	322.830.916

(*) Les dépenses relatives aux actifs biologiques immatures sont prises en charge au cours de l'exercice où elles sont encourues (voir note 1.12.).



Note 9. Titres disponibles à la vente

	2012	2011
	EUR	EUR
Juste valeur au 1^{er} janvier	812.950	512.417
Variation de la juste valeur	74.416	300.533
Acquisition de l'exercice	221.286	0
Juste valeur au 31 décembre	1.108.652	812.950

EUR	Evaluation au coût (historique)		Evaluation à la juste valeur	
	2012	2011	2012	2011
Titres disponibles à la vente	821.645	528.848	1.108.652	812.950

Note 10. Avances à long terme

En octobre 2007, PT Socfindo a signé un accord avec PT Parasawita pour acheter une plantation de palmiers à huile de 4.072 ha en Aceh pour 13,2 millions de dollars. Un acompte de 4,6 millions de dollars a été versé en 2007. Parasawita n'ayant pas rempli les formalités nécessaires au transfert de propriété, une action en justice a été introduite en juillet 2008. Le 24 décembre 2008, Parasawita a été condamnée à rembourser l'acompte reçu augmenté d'un intérêt de 14%. Parasawita a fait appel de cette décision auprès de la Haute Cour de Justice de Medan. La Cour a rendu le même verdict.

Le 29 décembre 2009, Parasawita fait de nouveau appel de cette décision auprès de la Cour Suprême.

Le 13 juillet 2011, la Cour Suprême a rendu une décision en faveur de Parasawita.

Dans le courant de l'année 2012, PT Socfindo et Parasawita ont trouvé un accord pour résoudre cette affaire. En octobre 2012, Parasawita a tenu son obligation de rembourser l'acompte reçu et les intérêts de 14%.



Note 11. Impôts différés

* Composants des actifs d'impôts différés

	2012	2011
	EUR	EUR
Situation au 1^{er} janvier	440.178	789.667
IAS 2 / IAS 41 : Production agricole	687	0
IAS 16 : Immobilisations corporelles	-148.065	0
IAS 19 : Engagements de retraites	496.434	-21.825
IAS 38 : Frais d'établissement	-65.871	-109.398
IFRS 3 : Evaluation d'immeubles à la juste valeur	-177.958	0
IAS 39 : Contrats de change à terme	46.314	-29.293
IAS 41 : Actifs biologiques	1.324.340	-154.800
Autres	-5.052	-48.819
Ecart de conversion	-391.342	14.646
Situation au 31 décembre	1.519.665	440.178

* Composants des passifs d'impôts différés

	2012	2011
	EUR	EUR
Situation au 1^{er} janvier	301.630.577	190.164.583
IAS 2 / IAS 41 : Production agricole	-2.549.821	3.706.794
IAS 16 : Immobilisations corporelles	-385.413	-209.165
IAS 19 : Engagements de retraites	-232.368	195.129
IAS 21 : Ecart de conversion	0	-16.748
IAS 37 : Provisions pour risques et charges	-122.126	392.350
IAS 38 : Immobilisations incorporelles	612.737	-1.772.603
IAS 39 : Titres disponibles à la vente	28.114	50.296
IAS 39 : Contrats de change à terme	-88.212	88.212
IAS 41 : Actifs biologiques	41.824.740	98.594.730
IFRS 3 : Evaluation d'immeubles à la juste valeur	-205.336	37.420
Autres	396.305	-21.358
Ecart de conversion	-4.748.443	10.420.937
Situation au 31 décembre	336.160.754	301.630.577



Actifs et passifs fiscaux éventuels

Certaines des filiales possèdent un stock de pertes fiscales limitées ou non dans le temps ou bénéficient d'exonérations relatives aux investissements effectués, limités ou non dans le temps. En raison de l'instabilité pouvant exister dans ces pays quant à l'évolution de la législation fiscale ou quant à son application, ces latences fiscales actives n'ont pas fait l'objet de comptabilisation au titre d'impôt différé actif.

Au 31 décembre 2011, la filiale Okomu possédait un stock d'exonération pour investissement de 0,7 million d'euros. Ce dernier l'exonérait de tout impôt sur le résultat. Au 31 décembre 2012, ce stock est apuré.

Les filiales du Cameroun disposent de pertes fiscales récupérables de 0,6 million d'euros.

Socfinaf S.A. dispose de pertes fiscales récupérables de 6,2 millions d'euros, PNS Ltd S.A. de 2,4 millions d'euros, Socfin de 1 million d'euros, Socfinasia S.A. de 0,4 million d'euros.

Par ailleurs, l'Immobilière de la Pépinière dispose de pertes fiscales récupérables de 1,5 millions d'euros dont la recouvrabilité est incertaine à la date de clôture.

Toutes ces latences fiscales actives n'ont pas fait l'objet de comptabilisation au titre d'impôt différé actif.

Note 12. Autres actifs non-courants

	2012	2011
	EUR	EUR
Autres créances	63.645	189.990
Trésorerie et équivalents de trésorerie	0	23.532
TOTAL	63.645	213.522



Note 13. Stocks*** Valeur comptable des stocks par catégories**

	2012	2011
	EUR	EUR
Matières premières	15.382.480	17.285.175
Consommables	20.361.805	22.974.242
Produits en cours de fabrication	21.971.380	26.031.274
Produits finis	22.952.265	31.165.652
Acomptes versés et commandes en cours	9.546.151	4.438.094
Total brut au 31 décembre avant réductions de valeur	90.214.081	101.894.437
Réductions de valeur sur stocks	-1.113.059	-531.102
Total net au 31 décembre	89.101.022	101.363.335

*** Réconciliation des stocks**

	2012	2011
	EUR	EUR
Situation au 1^{er} janvier	101.894.437	71.772.354
Variation des stocks	1.719.572	13.598.773
Juste valeur de la production agricole	-9.272.265	14.664.672
Ecart de conversion	-4.127.663	1.858.638
Total brut au 31 décembre avant réductions de valeur	90.214.081	101.894.437
Réductions de valeur sur stocks	-1.113.059	-531.102
Total net au 31 décembre	89.101.022	101.363.335



Note 14. Créances commerciales (actif courant)

	2012	2011
	EUR	EUR
Créances commerciales	36.124.088	25.640.119
Avances et acomptes versés	7.380.477	9.421.145
Total net au 31 décembre	43.504.565	35.061.264

Les corrections de valeur sur créances commerciales s'élèvent à 3,2 millions d'euros au 31 décembre 2012, contre 3,6 millions d'euros au 31 décembre 2011.

Note 15. Autres créances (actif courant)

	2012	2011
	EUR	EUR
Créances sociales	590.250	500.609
Autres créances	20.637.718	21.910.908
Comptes de régularisation	996.964	219.082
Valeur au 31 décembre	22.224.932	22.630.599



Note 16. Actifs et passifs d'impôts exigibles** Composants des actifs d'impôts exigibles*

	2012	2011
	EUR	EUR
Balance d'ouverture au 1^{er} janvier	4.082.681	5.787.289
Charge d'impôts	2.325.307	713.668
Autres impôts	754.376	-946.718
Impôts payés ou récupérés	-999.739	-1.493.627
Ecart de conversion	-52.080	22.069
Actifs d'impôts exigibles comptabilisés au 31 décembre	6.110.545	4.082.681

** Composants des passifs d'impôts exigibles*

	2012	2011
	EUR	EUR
Balance d'ouverture au 1^{er} janvier	53.577.277	27.911.336
Charge d'impôts	50.674.596	60.841.742
Autres impôts	18.420.563	30.746.804
Impôts payés ou récupérés	-85.534.474	-66.958.209
Ecart de conversion	-1.331.203	1.035.604
Passifs d'impôts exigibles comptabilisés au 31 décembre	35.806.759	53.577.277



Note 17. Trésorerie et équivalents de trésorerie

* Réconciliation avec les valeurs dans l'état de la situation financière

	2012	2011
	EUR	EUR
Comptes à vue	161.635.062	240.607.914
Dépôts à terme moins de 3 mois	10.721.083	8.941.621
Instruments financiers	0	273.975
Total au 31 décembre	172.356.145	249.823.510

* Réconciliation avec le tableau des flux de trésorerie

	2012	2011
	EUR	EUR
Comptes à vue	161.635.062	240.607.914
Dépôts à terme moins de 3 mois	10.721.083	8.941.621
Comptes bloqués	0	23.532
Concours bancaires courants	-42.764.029	-22.201.129
Total au 31 décembre	129.592.116	227.371.938

Note 18. Activités destinées à être cédées

* Autres actifs destinés à être cédés

Au 31 décembre 2011, ce poste incluait 23.937 actions Socfinaf S.A. (anciennes) non distribuées suite au spin-off de 2006. Les actions étaient évaluées à la valeur de marché à la date d'attribution, elles s'élevaient à 2,5 millions d'euros au 31

décembre 2011. Suite à la prescription du coupon détaché, Socfinasia S.A. a finalement récupéré la jouissance de 242.070 actions Socfinaf S.A. (nouvelles) qu'elle a ensuite cédées à Socfin.

Note 19. Capital et prime d'émission

Le capital souscrit et entièrement libéré s'élève à 24,9 millions d'euros au 31 décembre 2012 ainsi qu'au 31 décembre 2011. Au capital souscrit, s'ajoute une prime d'émission d'une valeur de 0,5 million d'euros.

Suite à la décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 1^{er} juin 2011, le titre a été divisé par 20. Cette modification est effective depuis le 1^{er} juillet 2011. Actuellement le capital est donc représenté par 14.240.000 actions contre 712.000 précédemment.

	Actions ordinaires	
	2012	2011
Nombre d'actions au 1 janvier et au 31 décembre	14.240.000	14.240.000
Nombre d'actions émises entièrement libérées, sans désignation de valeur nominale	14.240.000	14.240.000



Note 20. Réserve légale

Selon la législation en vigueur, il doit être fait annuellement sur les bénéfices nets de la société mère, après absorption des pertes reportées éventuelles, un prélèvement de 5%.

Ce prélèvement affecté à la réserve légale cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint 10% du capital social.

Note 21. Engagements de retraites

Régime de pension à prestations définies et de maladies postérieures à l'emploi

	2012	2011
	EUR	EUR
Actifs et passifs comptabilisés dans l'état de la situation financière		
Valeur actualisée des obligations financées	39.877.486	28.048.043
Juste valeur des actifs des régimes	-207.129	-207.129
Valeur actualisée des obligations financées	39.670.357	27.840.914
Services passés non encore comptabilisés	839.559	231.521
Ecart actuariels nets non comptabilisés	-12.030.404	-475.919
Différence de change sur devise fonctionnelle	2.292.874	706.095
Montant net comptabilisé dans l'état de la situation financière pour les régimes à prestations définies	30.772.386	28.302.611
Composantes de la charge nette		
Coûts des services rendus	2.491.510	1.825.657
Coûts financiers	2.799.834	2.383.521
Ecart actuariels reconnus dans l'année	1.340.716	86.811
Pré-retraites, réductions, liquidations	22.888	0
Coûts des services passés	-18.138	-13.867
Coût des régimes à prestations définies	6.636.810	4.282.122
Mouvements sur les passifs / actifs nets comptabilisés dans l'état de la situation financière		
Au 1^{er} janvier	28.302.611	25.892.730
Coût selon le compte de résultat	6.636.810	4.282.122
Entrée de l'exercice	2.437	0
Réductions	0	-99.217
Cotisations	-1.284.580	-2.521.716
Ecart de conversion	-2.884.892	748.692
Au 31 décembre	30.772.386	28.302.611



Etats financiers consolidés

Les provisions ont été calculées sur base de rapports d'évaluations actuarielles établis en janvier 2013.

La norme IAS 19 « Avantages du personnel » a été révisée. Les amendements portent sur la comptabilisation des régimes

à prestations définies et notamment sur l'abandon de la méthode du corridor. Cette norme révisée sera applicable au 1^{er} janvier 2013 et aura un impact sur la provision de -2,3 millions d'euros dont +4,6 millions d'euros impacteront favorablement le résultat et -2,3 millions d'euros les fonds propres.

Hypothèses d'évaluation	2012	2011
EUROPE		
Taux d'actualisation moyen	4,01%	4,01%
Rendements à long terme attendus des actifs des régimes	3,50%	3,50%
Augmentations futures des salaires	3,00%	3,00%
Durée active résiduelle moyenne des employés (en années)	14,67	14,67
AFRIQUE		
Taux d'actualisation moyen	de 10,00 à 13,10%	de 10,00 à 13,20%
Rendements à long terme attendus des actifs des régimes	N/A	N/A
Augmentations futures des salaires	de 1 à 12,00%	de 3,55 à 12,00%
Durée active résiduelle moyenne des employés (en années)	19,85	18,31
ASIE		
Taux d'actualisation moyen	6,00%	7,00%
Rendements à long terme attendus des actifs des régimes	N/A	N/A
Augmentations futures des salaires	7,00%	7,00%

Données historiques

EUR	2012	2011	2010	2009	2008
Valeur actualisée des obligations financées	39.440.407	27.610.964	27.403.352	21.287.802	17.349.978
Excédent ou déficit du régime	-39.440.407	-27.610.964	-27.403.352	-21.287.802	-17.349.978
Ajustements liés à l'expérience relatifs aux passifs du régime	-5.600.335	-6.177.669	-1.851.542	-1.941.561	167.069

Régime de pension à cotisations définies

	2012	2011
	EUR	EUR
Charge comptabilisée pour le régime de pension à cotisations définies	2.108.131	1.154.026



Note 22. Dettes financières

2011			
EUR	Moins d'un an	Plus d'un an	TOTAL
Dettes auprès d'établissements financiers	12.897.087	12.387.148	25.284.235
Concours bancaires courants	22.201.129	0	22.201.129
Autres emprunts	648.562	9.858.964	10.507.526
TOTAL	35.746.778	22.246.112	57.992.890

2012			
EUR	Moins d'un an	Plus d'un an	TOTAL
Dettes auprès d'établissements financiers	1.087.244	15.982.246	17.069.490
Concours bancaires courants	42.764.029	0	42.764.029
Autres emprunts	1.539.887	8.752.906	10.292.793
TOTAL	45.391.160	24.735.152	70.126.312

L'essentiel de l'endettement consolidé est libellé en euro ou en franc CFA (XAF), dont la parité est liée à l'euro.

Les taux des emprunts conclus à taux fixe et liés à l'euro oscillent entre 4% et 8%. Comme expliqué à la note 39, la

gestion des taux d'intérêt fait l'objet d'une attention permanente de la part de la direction.

*** Analyse de l'endettement à long terme par taux**

2011					
EUR	Taux fixe	Taux	Taux variable	Taux	TOTAL
Dettes auprès d'établissements financiers					
Belgique	2.570.591	5,65%	0	-	2.570.591
Côte d'Ivoire	571.614	8,50%	0	-	571.614
Cameroun	9.244.943	7,75% à 8,00%	0	-	9.244.943
	12.387.148		0		12.387.148
Autres emprunts					
Liberia	4.638.577	8,44%	0	-	4.638.577
Nigeria	646.917	8,80%	0	-	646.917
Cameroun	4.573.470	4,00%	0	-	4.573.470
	9.858.964		0		9.858.964
TOTAL	22.246.112		0		22.246.112



Etats financiers consolidés

2012					
EUR	Taux fixe	Taux	Taux variable	Taux	TOTAL
Dettes auprès d'établissements financiers					
Belgique	2.261.836	5,65%	0	-	2.261.836
Cameroun	13.720.410	4,00% à 6,00%	0	-	13.720.410
	15.982.246		0		15.982.246
Autres emprunts					
Belgique	13.923	10,00%	0	-	13.923
Liberia	3.555.718	7,00% à 8,00%	0	-	3.555.718
Cameroun	5.183.265	6,00%	0	-	5.183.265
	8.752.906		0		8.752.906
TOTAL	24.735.152		0		24.735.152

* Analyse de l'endettement à long terme par devise

2011	EUR	XAF	USD	TOTAL EUR
Dettes auprès d'établissements financiers	2.570.591	9.816.557	0	12.387.148
Autres emprunts	646.917	4.573.470	4.638.577	9.858.964
TOTAL	3.217.508	14.390.027	4.638.577	22.246.112

2012	EUR	XAF	USD	TOTAL EUR
Dettes auprès d'établissements financiers	2.261.836	13.720.410	0	15.982.246
Autres emprunts	13.923	5.183.265	3.555.718	8.752.906
TOTAL	2.275.759	18.903.675	3.555.718	24.735.152



Etats financiers consolidés

* Analyse de l'endettement à long terme par échéance

2011						
EUR	2013	2014	2015	2016	2017 et au-delà	TOTAL
Dettes auprès d'établissements financiers	4.027.352	1.342.781	2.377.820	2.397.608	2.241.587	12.387.148
Autres emprunts	5.220.387	0	0	0	4.638.577	9.858.964
TOTAL	9.247.739	1.342.781	2.377.820	2.397.608	6.880.164	22.246.112

2012						
EUR	2014	2015	2016	2017	2018 et au-delà	TOTAL
Dettes auprès d'établissements financiers	3.460.810	4.437.377	4.761.019	2.483.656	839.384	15.982.246
Autres emprunts	5.756.246	573.393	573.848	569.362	1.280.057	8.752.906
TOTAL	9.217.056	5.010.770	5.334.867	3.053.018	2.119.441	24.735.152

Note 23. Provisions

EUR	Provisions pour impôts	Provisions pour autres charges	Provisions pour pensions	Provisions pour impôts différés	TOTAL
Valeur au 1^{er} janvier 2011	0	349.914	0	0	349.914
Dotations de l'année	0	153.921	0	0	153.921
Reprises de l'année	0	-189.102	0	0	-189.102
Ecart de conversion	0	-2.109	0	0	-2.109
Total net au 31 décembre 2011	0	312.624	0	0	312.624
Valeur au 1^{er} janvier 2012	0	312.624	0	0	312.624
Dotations de l'année	0	1.412.466	0	0	1.412.466
Reprises de l'année	0	-1.368.323	0	0	-1.368.323
Ecart de conversion	0	1.853	0	0	1.853
Total net au 31 décembre 2012	0	358.620	0	0	358.620



Note 24. Autres dettes

	2012	2011
	EUR	EUR
Dettes sociales	5.686.218	5.754.482
Autres dettes (*)	17.208.734	36.887.179
Comptes de régularisation	20.158.043	21.604.268
Total au 31 décembre	43.052.995	64.245.929
Dont dettes non-courantes	2.872.177	4.321.987
Dont dettes courantes	40.180.818	59.923.942

(*) Les coupons non distribués suite au spin-off de 2006 étaient évalués à la valeur de marché du sous-jacent à la date d'attribution, ils s'élevaient à 2,5 millions d'euros au 31 décembre 2011. Suite à la prescription de ces coupons, la dette a été annulée et transférée dans les fonds propres.



Note 25. Instruments financiers

2011	Instruments dérivés (*)	Prêts et emprunts	Titres disponibles à la vente (**)	Autres actifs et passifs financiers	TOTAL	Prêts et emprunts	Autres actifs et passifs financiers
EUR	à la juste valeur	au coût	à la juste valeur	au coût		à la juste valeur	à la juste valeur
Actifs							
Titres disponibles à la vente	0	0	812.950	0	812.950	0	0
Avances à long terme	0	7.624.441	0	0	7.624.441	7.624.441	0
Autres actifs non-courants	0	0	0	213.522	213.522	0	213.522
Créances commerciales	0	0	0	35.061.264	35.061.264	0	35.061.264
Autres créances	0	0	0	22.630.599	22.630.599	0	22.630.599
Trésorerie et équivalents de trésorerie	0	0	0	249.823.510	249.823.510	0	249.823.510
Total actifs	0	7.624.441	812.950	307.728.895	316.166.286	7.624.441	307.728.895
Passifs							
Dettes financières à plus d'un an	0	22.246.112	0	0	22.246.112	22.246.112	0
Autres dettes (non-courants)	0	0	0	4.321.987	4.321.987	0	4.321.987
Dettes financières à moins d'un an	1.709.302	0	0	34.037.476	35.746.778	0	34.037.476
Dettes commerciales (courants)	0	0	0	21.245.482	21.245.482	0	21.245.482
Autres dettes (courants)	0	0	0	59.923.942	59.923.942	0	59.923.942
Total passifs	1.709.302	22.246.112	0	119.528.887	143.484.301	22.246.112	119.528.887

2011	Juste valeur			
EUR	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	TOTAL
Titres disponibles à la vente	0	0	812.950	812.950
Dettes financières à moins d'un an	1.709.302	0	0	1.709.302

(*) Variations comptabilisées en compte de résultat.

(**) Variations comptabilisées dans les autres éléments du résultat étendu.



Etats financiers consolidés

2012	Instruments dérivés (*)	Prêts et emprunts	Titres disponibles à la vente (**)	Autres actifs et passifs financiers	TOTAL	Prêts et emprunts	Autres actifs et passifs financiers
EUR	à la juste valeur	au coût	à la juste valeur	au coût		à la juste valeur	à la juste valeur
Actifs							
Titres disponibles à la vente	0	0	1.108.652	0	1.108.652	0	0
Avances à long terme	0	3.554.292	0	0	3.554.292	3.554.292	0
Autres actifs non-courants	0	0	0	63.645	63.645	0	63.645
Créances commerciales	0	0	0	43.504.565	43.504.565	0	43.504.565
Autres créances	0	0	0	22.224.932	22.224.932	0	22.224.932
Trésorerie et équivalents de trésorerie	0	0	0	172.356.145	172.356.145	0	172.356.145
Total actifs	0	3.554.292	1.108.652	238.149.287	242.812.231	3.554.292	238.149.287
Passifs							
Dettes financières à plus d'un an	0	24.735.152	0	0	24.735.152	24.735.152	0
Autres dettes (non-courants)	0	0	0	2.872.177	2.872.177	0	2.872.177
Dettes financières à moins d'un an	398.093	0	0	44.993.067	45.391.160	0	44.993.067
Dettes commerciales (courants)	0	0	0	31.488.406	31.488.406	0	31.488.406
Autres dettes (courants)	0	0	0	40.180.818	40.180.818	0	40.180.818
Total passifs	398.093	24.735.152	0	119.534.468	144.667.713	24.735.152	119.534.468

2012	Juste valeur			
EUR	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	TOTAL
Titres disponibles à la vente	0	0	1.108.652	1.108.652
Dettes financières à moins d'un an	398.093	0	0	398.093

(*) Variations comptabilisées en compte de résultat.

(**) Variations comptabilisées dans les autres éléments du résultat étendu.



Note 26. Frais de personnel et effectifs moyens de l'exercice

<i>Effectifs moyens de l'exercice</i>	2012	2011
Directeurs	283	279
Employés	4.887	5.072
Ouvriers (y compris saisonniers)	20.756	18.265
TOTAL	25.926	23.616

	2012	2011
<i>Frais de personnel</i>	<i>EUR</i>	<i>EUR</i>
Rémunérations	87.399.815	77.979.180
Charges sociales et charges liées aux retraites	10.433.821	7.194.000
Total au 31 décembre	97.833.636	85.173.180

Note 27. Dotations aux amortissements

	2012	2011
	<i>EUR</i>	<i>EUR</i>
Sur immobilisations incorporelles (note 5)	343.546	414.922
Sur immobilisations corporelles (note 6)	27.125.525	24.278.825
Sur immeubles de placement (note 7)	355.266	310.213
Total au 31 décembre	27.824.337	25.003.960

Note 28. Dépréciations d'actifs

Il n'y a pas eu de dépréciation sur la valeur des écarts d'acquisition.



Note 29. Autres produits financiers

	2012	2011
	EUR	EUR
Sur actifs / passifs non-courants	449.462	202.539
Intérêts sur autres participations	449.462	180.620
Reprises sur provisions et amortissements financiers	0	21.919
Sur actifs / passifs courants	7.367.349	20.429.561
Intérêts provenant de créances et de la trésorerie	531.565	891.356
Gains de change	5.642.836	18.076.561
Autres	1.192.948	1.461.644
Total au 31 décembre	7.816.811	20.632.100

Note 30. Charges financières

	2012	2011
	EUR	EUR
Sur actifs / passifs non-courants	1.309.570	1.223.879
Intérêts et charges financières	1.309.570	1.223.879
Sur actifs / passifs courants	17.813.147	27.100.111
Intérêts et charges financières	655.063	461.053
Pertes de change	6.442.553	17.225.754
Ecarts de conversion	8.033.850	7.370.459
Change à terme	645.084	0
Autres	2.036.597	2.042.845
Total au 31 décembre	19.122.717	28.323.990



Note 31. Charge d'impôts*** Composants de la charge d'impôts**

	2012	2011
	EUR	EUR
Charge d'impôts exigibles	47.434.474	60.695.896
Charge d'impôts différés	38.230.543	103.188.723
Charge d'impôts au 31 décembre	85.665.017	163.884.619

*** Composants de la charge d'impôts différés**

	2012	2011
	EUR	EUR
IAS 41 : Variation sur actifs biologiques	40.996.483	100.553.600
IAS 19 : Engagements de retraites	-728.802	216.954
IAS 38 : Immobilisations incorporelles	705.558	-1.638.243
IAS 2 / IAS 41 : Juste valeur de la production agricole	-2.595.318	3.770.378
IAS 39 : Contrats de change à terme	-134.526	117.505
IFRS 3 : Evaluation d'immeubles à la juste valeur	-27.378	0
IAS 16 : Immobilisations corporelles	-264.298	-234.127
IAS 37 : Provisions pour risques et charges	-122.126	392.350
IAS 21 : Ecart de conversion	0	-16.748
Autres	400.950	27.054
Charge d'impôts différés au 31 décembre	38.230.543	103.188.723



Etats financiers consolidés

* Réconciliation de la charge d'impôts sur le bénéfice

	2012	2011
	EUR	EUR
Résultat avant impôts des activités poursuivies	236.020.947	570.305.565
Taux d'imposition normal de la société mère (*)	28,80%	28,80%
Taux d'imposition normal des filiales	De 0% à 40 %	De 0% à 40 %
Impôts au taux normal des filiales	62.338.023	149.065.717
Impôts non provisionnés	1.946.774	805.414
Revenus définitivement taxés	905.254	-355.619
Mesures favorables à l'investissement	-7.326.754	-9.728.747
Régimes fiscaux particuliers dans les pays étrangers	487.666	748.108
Revenus non imposables	904.845	1.288.248
Dépenses non déductibles	10.157.927	4.809.995
Déficits reportés imputés	-95	-353.323
Déficits à reporter	197.250	325.634
Autres avantages fiscaux	-3.499.505	-2.583.517
Impact sur le changement du pourcentage d'imposition	-168.710	11.641.308
Impact sur la devise fonctionnelle en Indonésie	17.816.117	4.061.911
Ajustements divers	1.906.225	4.159.490
Charge d'impôts au 31 décembre	85.665.017	163.884.619

(*) Depuis le 1^{er} janvier 2011, Socfin est soumise au régime de taxation des soparfi.

	2012	2011
	EUR	EUR
Résultat avant impôts des activités poursuivies	236.020.947	570.305.565
Charge d'impôts au 31 décembre	85.665.017	163.884.619
Taux d'impôts effectif	36,30%	28,74%
Taux d'impôts effectif hors devise fonctionnelle	28,75%	28,02%

* Changement de taux des filiales

- Socapalm et SPFS

La loi des finances camerounaise de 2011 a supprimé les avantages fiscaux des sociétés qui bénéficiaient du régime

des entreprises stratégiques. Le taux d'impôt des sociétés s'élève depuis 2011 à 38,5%.



Note 32. Résultat net par action

Le résultat net par action non dilué (données de base) correspond au bénéfice net de l'exercice attribuable aux actionnaires ordinaires divisé par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice. Il n'y a pas

d'actions ordinaires potentielles dilutives, le résultat net par action dilué est donc identique au résultat net par action non dilué.

	2012	2011
Résultat net (en euro)	60.081.410	187.354.714
Nombre moyen d'actions	14.240.000	14.240.000
Résultat net par action non dilué (en euro)	4,22	13,16

Note 33. Dividendes et tantièmes

Le Conseil proposera à l'Assemblée Générale des actionnaires du 29 mai 2013, le paiement d'un dividende total de 2,25 euros par action contre 2 euros lors de l'exercice précédent. Il est rappelé qu'un acompte sur le dividende de l'exercice 2012 d'un montant de 1 euro a été versé en octobre

2012. Un solde de dividende de 1,25 euros, soit un total de 17,8 millions d'euros, reste à payer, identique à celui de l'exercice précédent. Les tantièmes, quant à eux, devraient s'élever à 3,6 millions d'euros contre 3,2 millions d'euros il y a un an.

Note 34. Informations relatives aux parties liées

* Rémunérations allouées aux administrateurs

	2012	2011
	EUR	EUR
Avantages à court terme	21.732.502	14.002.130
Avantages postérieurs à l'emploi	126.097	903.239
Autres avantages à long terme	0	0
Indemnités de fin de contrat de travail	0	0
Paiement fondé sur les actions	0	0



Etats financiers consolidés

* Transactions relatives aux parties liées

Les transactions entre parties liées sont effectuées à des conditions de marché.

	2012	2011
	EUR	EUR
Actifs courants		
Créances commerciales	250.336	893.027
Autres créances	36.281	438.331
	286.617	1.331.358
Passifs non-courants		
Autres dettes	5.183.266	4.573.470
	5.183.266	4.573.470
Passifs courants		
Dettes commerciales	482.977	1.256.838
Autres dettes	7.272	0
	490.249	1.256.838
TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIEES		
Prestations de services et livraisons de biens effectuées	1.700.958	1.516.545
Prestations de services et livraisons de biens reçues	11.601.071	17.963.522
Charges financières	184.971	182.939



Note 35. Engagements hors bilan

En 2007, une filiale de Socfinaf S.A. et de Socfinasia S.A., Immobilière de la Pépinière S.A. a obtenu un prêt hypothécaire auprès d'ING qui prend fin en 2019, pour l'acquisition du rez-de-chaussée et de parkings ainsi que pour la rénovation partielle de l'immeuble Champ de Mars à Bruxelles. Au 31 décembre 2012, le solde du prêt s'élève à 2,6 millions d'euros (2011 : 2,9 millions d'euros).

En 2009, une filiale de Socfinaf S.A., Salala Rubber Corporation (SRC) a obtenu un prêt de USD 10.000.000 auprès de l'IFC dont les contrats stipulent que Socfinaf S.A. doit nantir 123 des 136 titres qu'elle détient dans la société en faveur de cet organisme. En 2012, Liberian Agricultural Company (LAC) a acheté à Agrifinal 99 actions de Salala Rubber Corporation (SRC) qui sont également nanties en faveur de l'IFC dans le cadre de ce prêt.

En 2002, une filiale de Socfinaf S.A., SOGB S.A. a obtenu un prêt de 8 milliards de XAF (12,2 millions d'euros) auprès de la BIAO-CI, dont le contrat stipule que la SOGB S.A. affecte en garantie hypothécaire, à hauteur du prêt consenti, des actifs palmiers (usine et plantation) de la société. Au 31 décembre 2012, l'emprunt est entièrement remboursé. La procédure de radiation de la garantie hypothécaire est en cours.

En 2008, une filiale de Befin, la société Sud Comoë Caoutchouc (SCC) a obtenu un prêt auprès de la BICICI et de la SIB d'un montant total de 1,4 milliards de XAF (2,1 millions d'euros), dont les contrats stipulent que Befin se porte caution de SCC et s'engage à maintenir une participation dans le capital de SOGB égale à deux fois le solde restant dû du prêt accordé à SCC et ce, tant que le prêt ne sera pas remboursé.

En 2003, une filiale de Socfinaf S.A., Okomu Oil Palm Company Plc a obtenu des prêts auprès de la Deutsche Investitions und Entwicklungsgesellschaft mbH (DEG), dont les contrats stipulent que Socfinaf S.A. ne peut pas céder les titres Okomu Oil Palm Company Plc qu'elle détient. Au 31 décembre 2012, l'engagement est limité à la hauteur des prêts accordés, soit 0,6 million d'euros (2011 : 1,2 millions d'euros).

Palmcam S.A. a elle-même nanti 846.145 actions détenues dans Socapalm S.A. en faveur de Proparco dont 601.185 actions en premier rang et 244.960 en deuxième rang. Au 31 décembre 2012, la valeur comptable de ces titres s'élève à 31 millions d'euros (2011 : 31 millions d'euros). L'emprunt est entièrement remboursé, la mainlevée n'a cependant pas encore été donnée.

Socapalm S.A. a conclu un acte de délégation d'assurance au profit de la BICEC dans le cadre d'une convention de crédit d'un montant de 4 milliards de XAF (6 millions d'euros). Au 31 décembre 2012, le prêt est entièrement remboursé. La mainlevée n'a cependant pas encore été donnée par la BICEC.

En 2007, Socfinaf S.A. a signé un contrat de cession de la totalité de ses actions Red Lands Roses avec Altlands (soit 80% du capital de Red Lands Roses). Le contrat stipule que la vente se déroulera en trois étapes. La première étape consistait en la vente de 70% du capital de Red Lands Roses. Celle-ci a été réalisée en 2008. La deuxième étape prévoit la vente de 5% du capital en 2013. Enfin, le solde de la participation, soit 5%, sera cédé en 2014.

Note 36. Actifs et passifs éventuels

Dans le cadre de la cession de la filiale bancaire suisse, il y a quelques années, le Groupe Socfin a été amené à consentir à l'acquéreur une garantie pour passifs éventuels.

L'acquéreur a fait l'objet de deux procès, dont l'un a été gagné en première instance. Le Groupe a été amené au cours de l'exercice 2011 à accepter une transaction mettant un terme au second.



Note 37. Concessions de terrains agricoles

Le Groupe n'est pas propriétaire de tous les terrains sur lesquels sont plantés les actifs biologiques. En général, ces terrains font l'objet de concessions de longue, voire de très longue durée de la part de l'autorité publique locale. Ces concessions sont renouvelables.

<i>Société</i>	<i>Date du bail initial ou de son renouvellement/extension</i>	<i>Durée du bail initial</i>	<i>Superficie concédée</i>
SOCFIN AGRICULTURAL COMPANY « SAC » LTD	2011	50 ans	6.579 ha
LIBERIAN AGRICULTURAL COMPANY « LAC »	1959	77 ans	121.407 ha
SALALA RUBBER CORPORATION « SRC »	1960	70 ans	8.000 ha
SOGB S.A.	1995	99 ans	34.424 ha
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	1986/1993/1999	99 ans	21.696 ha
SOCAPALM S.A.	2005	55 ans	58.063 ha (1)
BRABANTA S.P.R.L.	1992/2005/2007/2011	25 ans	28.261 ha (2)
SETHIKULA CO LTD	2010	70 ans	4.273 ha
VARANASI CO LTD	2009	70 ans	2.386 ha
PT SOCFINDO	1985/1998	25 à 30 ans	49.585 ha (3)

(1) SOCAPALM S.A. possède également en propre 3.500 ha.

(2) BRABANTA S.P.R.L. possède également en propre 6,3 ha.

(3) PT Socfindo possède en propre environ 2.000 ha.



Note 38. Information sectorielle

Conformément à IFRS 8, l'information analysée par la direction est basée sur la répartition géographique des risques politiques et économiques. Par conséquent, les secteurs présentés sont les suivants : Europe, Sierra Leone, Liberia, Côte d'Ivoire, Nigeria, Cameroun, Congo (RDC), Cambodge et Indonésie.

Les produits des secteurs opérationnels Côte d'Ivoire, Nigeria, Cameroun et Indonésie proviennent des ventes d'huile de palme et de caoutchouc, ceux du secteur Liberia uniquement des ventes de caoutchouc et ceux du secteur Europe

proviennent des prestations de services administratifs, d'assistance à la gestion des plantations et la commercialisation des produits hors Groupe. Le résultat sectoriel du Groupe est le résultat opérationnel des activités.

Les chiffres présentés proviennent du reporting interne. Ils ne tiennent compte d'aucun retraitement de consolidation ni de retraitement IFRS et ne sont donc pas directement comparables aux montants repris dans l'état de la situation financière et au compte de résultat consolidés.

* Résultat sectoriel au 31 décembre 2011

EUR	Produits des activités ordinaires provenant des clients externes	Produits des activités ordinaires intersecteurs	Résultat sectoriel
Europe	51.634.398	60.325.918	18.783.793
Sierra Leone	0	0	-1.240.012
Liberia	82.960.727	0	26.283.490
Côte d'Ivoire	181.182.838	41.563	64.187.852
Nigeria	51.931.057	0	21.675.203
Cameroun	65.281.317	0	17.429.609
Congo (RDC)	127.790	0	447.404
Cambodge	0	0	34.064
Indonésie	226.221.906	463.275	140.963.839
Autres	0	0	-2.691.727
TOTAL	659.340.033	60.830.756	285.873.515
Elimination des produits des activités ordinaires intersecteurs			-60.830.756
Variation de la juste valeur des actifs biologiques			322.830.916
Juste valeur de la production agricole			14.664.672
Autres retraitements IFRS			-26.217.815
Elimination de consolidation (intra-groupe et autres)			42.538.527
Produits financiers			20.755.722
Charges financières			-29.309.216
Impôts			-163.884.619
Résultat net de l'exercice			406.420.946



Etats financiers consolidés

* Résultat sectoriel au 31 décembre 2012

EUR	Produits des activités ordinaires provenant des clients externes	Produits des activités ordinaires intersecteurs	Résultat sectoriel
Europe	119.363.938	44.068.651	15.474.706
Sierra Leone	0	0	-2.346.960
Liberia	40.865.533	0	10.140.485
Côte d'Ivoire	141.429.700	15.232	32.129.897
Nigeria	50.458.088	0	20.810.697
Cameroun	56.763.438	0	8.833.908
Congo (RDC)	87.227	0	-24.264
Cambodge	0	0	-24.896
Indonésie	228.727.381	1.475.575	127.241.614
Autres	0	0	-3.423.704
TOTAL	637.695.305	45.559.458	208.811.483
Elimination des produits des activités ordinaires intersecteurs			-45.559.458
Variation de la juste valeur des actifs biologiques			75.719.266
Juste valeur de la production agricole			-9.272.265
Autres retraitements IFRS			-18.294.397
Elimination de consolidation (intra-groupe et autres)			37.403.755
Produits financiers			7.937.440
Charges financières			-20.724.877
Impôts			-85.665.017
Résultat net de l'exercice			150.355.930



Etats financiers consolidés

* Total des actifs sectoriels

	2012	2011
	EUR	EUR
Europe	199.337.669	223.468.863
Sierra Leone	26.784.932	6.277.566
Liberia	52.525.578	61.058.307
Côte d'Ivoire	128.493.107	135.452.705
Nigeria	66.285.649	55.961.274
Cameroun	117.024.946	115.288.603
Congo (RDC)	37.047.341	34.864.653
Cambodge	23.573.231	20.505.915
Indonésie	135.003.675	148.083.950
Autres	2.179.687	416.303
Total au 31 décembre	788.255.815	801.378.139
IAS 41 : Actifs biologiques	1.201.123.815	1.133.179.967
IAS 2 / IAS 41 : Production agricole	32.458.916	44.353.623
Autres retraitements IFRS	1.548.117	1.132.659
Elimination de consolidation (intra-groupe et autres)	-28.932.608	-34.377.250
Total des actifs sectoriels consolidés	1.994.454.055	1.945.667.138

Les actifs sectoriels ne font pas partie du reporting interne, ils sont présentés pour répondre aux exigences de la norme IFRS 8. Ils incluent les immobilisations, les actifs biologiques, les créances commerciales, les stocks, la trésorerie et équivalents

de trésorerie. Ils ne tiennent compte d'aucun retraitement de consolidation ni de retraitement IFRS dont notamment la réévaluation des actifs biologiques selon IAS 41.



Etats financiers consolidés

* Total des passifs sectoriels

	2012	2011
	EUR	EUR
Europe	69.220.754	90.803.508
Sierra Leone	1.823.807	1.581.095
Liberia	4.434.529	6.711.295
Côte d'Ivoire	27.063.128	11.601.256
Nigeria	2.362.876	-1.838.483
Cameroun	8.636.171	16.504.937
Congo (RDC)	603.024	1.744.659
Cambodge	325.031	448.969
Indonésie	29.434.652	34.073.647
Autres	252.897	200.661
Total au 31 décembre	144.156.869	161.831.544
Autres retraitements IFRS	1.298.474	933.208
Elimination de consolidation (intra-groupe et autres)	-73.786.119	-81.595.328
Total des passifs sectoriels consolidés	71.669.224	81.169.424

* Coûts encourus pour l'acquisition d'actifs sectoriels durant l'exercice 2011

EUR	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immeubles de placement	Actifs biologiques	TOTAL
Europe	350.585	831.775	513.253	0	1.695.613
Sierra Leone	0	3.736.468	0	0	3.736.468
Liberia	0	2.975.942	0	3.457.721	6.433.663
Côte d'Ivoire	21.541	6.422.215	0	4.526.811	10.970.567
Nigeria	0	4.447.641	0	1.486.579	5.934.220
Cameroun	23.475	24.619.463	0	5.864.663	30.507.601
Congo (RDC)	0	5.623.947	0	6.363.307	11.987.254
Cambodge	205	1.610.346	0	5.336.095	6.946.646
Indonésie	0	8.229.538	0	7.069.440	15.298.978
Autres	0	0	0	0	0
TOTAL	395.806	58.497.335	513.253	34.104.616	93.511.010



Etats financiers consolidés

* Coûts encourus pour l'acquisition d'actifs sectoriels durant l'exercice 2012

EUR	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immeubles de placement	Actifs biologiques	TOTAL
Europe	1.543.667	7.569.321	102.978	0	9.215.966
Sierra Leone	0	8.397.357	0	11.416.718	19.814.075
Liberia	0	7.299.453	0	5.601.671	12.901.124
Côte d'Ivoire	518.794	9.973.552	0	5.517.286	16.009.632
Nigeria	0	7.366.297	0	2.645.083	10.011.380
Cameroun	2.906	13.120.849	0	6.094.668	19.218.423
Congo (RDC)	0	2.460.969	0	5.375.325	7.836.294
Cambodge	35.597	616.155	0	4.279.481	4.931.233
Indonésie	0	7.436.040	0	7.741.221	15.177.261
Autres	0	506.894	0	0	506.894
TOTAL	2.100.964	64.746.887	102.978	48.671.453	115.622.282

* Information par secteur d'activité

Produits des activités ordinaires provenant des clients externes

	2012	2011
	EUR	EUR
Palmier	276.853.786	282.622.748
Hévéa	223.951.799	292.331.440
Autres produits agricoles	34.760.525	26.939.435
Activités commerciales	93.931.230	39.275.192
Autres	8.197.965	18.171.218
TOTAL	637.695.305	659.340.033



Etats financiers consolidés

* Information par zones géographiques

Produits des activités ordinaires provenant des clients externes par origine et par implantation des clients

EUR						2011
<i>Implantation</i>						
<i>Origine</i>	<i>Europe</i>	<i>Afrique</i>	<i>Asie</i>	<i>Amérique</i>	<i>TOTAL</i>	
Europe	20.645.681	13.221.277	0	0	33.866.958	
Afrique	69.117.328	127.509.828	178.821.946	33.692.122	409.141.224	
Asie	18.800.127	0	190.591.184	6.940.540	216.331.851	
TOTAL	108.563.136	140.731.105	369.413.130	40.632.662	659.340.033	

EUR						2012
<i>Implantation</i>						
<i>Origine</i>	<i>Europe</i>	<i>Afrique</i>	<i>Asie</i>	<i>Amérique</i>	<i>TOTAL</i>	
Europe	19.722.006	4.041.972	65.334.658	9.977.203	99.075.839	
Afrique	55.263.286	116.513.685	120.975.122	15.791.453	308.543.546	
Asie	14.776.028	0	204.106.748	11.193.144	230.075.920	
TOTAL	89.761.320	120.555.657	390.416.528	36.961.800	637.695.305	



Note 39. Gestion des risques

Gestion du capital

Le Groupe gère son capital et procède à des ajustements en fonction de l'évolution des conditions économiques et des opportunités d'investissement. Pour maintenir ou ajuster la structure du capital, le Groupe pourrait émettre de nouvelles actions, rembourser une partie du capital ou ajuster le paiement de dividendes aux actionnaires. En 2011, Socfin a divisé ses actions sans désignation de valeur nominale par 20. En dehors de cette opération, la structure du capital n'a pas été modifiée au cours des trois dernières années.

Risque financier

Le risque financier pour les sociétés du Groupe provient essentiellement de l'évolution du prix de ventes des matières premières agricoles, de celle des devises étrangères et dans une moindre mesure de l'évolution des taux d'intérêts.

Risque de marché

* *Risque de prix des matières premières*

Face à ce risque, la principale politique des sociétés du Groupe a toujours été de contrôler ses coûts de production pour dégager des marges devant permettre la viabilité des structures en cas de baisse importante des prix de ventes de ces matières premières, et inversement de dégager des marges bénéficiaires importantes lors des retournements des marchés à la hausse.

Parallèlement à cette politique principale, il a également été mis en œuvre des politiques secondaires qui permettent d'améliorer les marges bénéficiaires ou de les consolider :

- production de produits agricoles de qualité supérieure et labellisés (commerce équitable), notamment pour le caoutchouc ;
- vente à terme de production agricole ;
- utilisation de l'expertise du Groupe, reconnue par le secteur, dans le domaine des transactions commerciales.

* *Risque de devises étrangères*

Le risque de conversion provient de la consolidation des comptes des sociétés du Groupe en euro.

Le risque de change, lui, est la conséquence d'opérations en devises parfois entreprises par les filiales pour l'exportation de produits finis et le financement par emprunt, ainsi que l'évolution de certaines devises de pays en développement, où sont situées les principales filiales, par rapport à l'euro ou au

dollar américain, qui est souvent la devise de référence sur le marché des matières premières agricoles.

En dehors des instruments courants de couverture de change à terme de devises pour les transactions opérationnelles qui restent relativement limités, la principale politique du Groupe est, compte tenu des investissements importants réalisés dans les plantations, de financer ses projets de développements en devises locales dans la mesure du possible, du moins en ce qui concerne les emprunts hors Groupe.

* *Risque de taux d'intérêts*

Pour le Groupe, ce risque comprend d'une part, le risque de variation des flux de trésorerie afférent aux emprunts à court terme, donc souvent à taux variable et d'autre part le niveau relativement élevé des taux d'intérêts de base sur les marchés en développement lorsqu'il s'agit d'emprunter en devises locales.

Le premier risque est mis sous contrôle par une politique active de surveillance de l'évolution des marchés financiers locaux et parfois de consolidation de dettes à court terme vers le long terme, s'il y a lieu. Le second risque quant à lui est pris en compte par une politique systématique de mise en compétition des banques locales et internationales avec les bailleurs de fonds internationaux pouvant offrir de réelles opportunités d'investissement et de développement à des taux attractifs.

Risque de crédit

Le risque de crédit provient d'une éventuelle incapacité des clients à satisfaire à leurs obligations contractuelles.

Pour gérer ce risque, le Groupe s'assure du paiement au comptant des ventes locales ou de la garantie de la recouvrabilité des créances par l'obtention de lettres de change avalisées. Les ventes à l'exportation des plantations sont centralisées dans la structure commerciale du Groupe qui applique soit une politique de paiement au comptant (cash against documents) soit une politique de crédit commercial dont les limites sont définies par son Conseil d'Administration.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est défini comme étant le risque que le Groupe ne puisse pas satisfaire ses obligations à temps ou à un prix raisonnable. Ce risque est principalement localisé sur les plantations qui sont à la fois la source principale de la trésorerie et des besoins de financement. Compte tenu de l'environnement économique et technologique spécifique de chacune, le Groupe gère ce risque de manière décentralisée.



Etats financiers consolidés

Toutefois, tant la trésorerie disponible que la mise en place des financements sont supervisées par la direction du Groupe.

Sensibilité aux risques

* Risque de change

Les ventes locales de 264,2 millions d'euros sont réalisées dans la monnaie locale. Les ventes export sont réalisées sur des marchés en dollar ou en euro. Dans le cas où la monnaie de vente n'est pas la devise fonctionnelle de la société et que cette devise est ou est liée à une monnaie forte, la conversion est assurée au moment de la conclusion du contrat.

L'impact sur le résultat d'une variation du taux EUR/USD de 5% en plus ou en moins sur les instruments financiers en devises s'élève à 3,9 millions d'euros.

La trésorerie de Socfinasia S.A. fait apparaître une position de 52,2 millions de dollars au 31 décembre 2012. Celle-ci est destinée notamment à couvrir les investissements en dollar de l'exercice à venir.

PT Socfindo rapporte une position de 13,5 millions de dollars, toutefois, en regard des normes IFRS, le dollar est considéré comme la devise fonctionnelle de PT Socfindo (voir note 1.8.).

* Risque de taux d'intérêts

La répartition emprunts à taux fixe et emprunts à taux variable est décrite à la note 22. Au 31 décembre 2012, il n'y a plus d'emprunts à taux variables.

* Risque de crédit

Les créances commerciales des clients globaux et des clients locaux s'élèvent respectivement à 22,6 millions d'euros et 24,1 millions d'euros. Les créances sur les clients globaux sont principalement des créances liées à la vente de caoutchouc. L'huile de palme brute est vendue localement à des acteurs locaux (large panel de clients). La commercialisation de l'huile de palme raffinée et du caoutchouc est confiée à Sogescol FR. Celle-ci intervient soit sur les marchés physiques soit directement auprès de clients finaux.

	2012	2011
	EUR	EUR
Créances commerciales	46.668.227	38.615.771
Réductions de valeur	-3.163.662	-3.554.507
Autres créances	22.224.932	22.630.599
Total net des créances	65.729.497	57.691.863
Montant non échu	57.373.608	43.505.822
Montant échu depuis moins de 6 mois	2.344.061	12.589.369
Montant échu depuis plus de 6 mois et moins d'un an	4.369.789	1.350.380
Montant échu depuis plus d'un an	1.642.039	246.292
Total net des créances	65.729.497	57.691.863

* Risque de liquidité

Le risque de liquidité est décrit aux notes 17 et 22.



Note 40. Environnement politique et économique

La Société détient des participations dans des filiales qui opèrent en Afrique et en Asie du Sud-Est.

Etant donné l'instabilité économique et politique dans certains de ces pays, ces participations présentent un risque en termes d'exposition aux changements politiques et économiques.

Note 41. Evénements postérieurs à la date de clôture

Aucun événement important concernant la structure du Groupe n'est à signaler.

Note 42. Honoraires du Réviseur d'Entreprises agréé

	2012	2011
	EUR	EUR
Audit (TVAC)	81.599	52.040



Rapport de gestion social

présenté par le Conseil d'Administration
à l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires du 29 mai 2013

Mesdames, Messieurs,

Nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport annuel et de soumettre à votre approbation les comptes annuels de notre Société au 31 décembre 2012.

Activités

Socfin possède pour l'essentiel des participations financières dans des sociétés de portefeuille et des sociétés de services, qui indirectement opèrent en Asie du Sud-Est et/ou en Afrique tropicale dans les secteurs de production du caoutchouc et de l'huile de palme.

Résultat de l'exercice

Le compte de résultat de l'exercice, comparé à celui de l'exercice antérieur, se présente comme suit :

(en millions d'euros)	2012	2011
PRODUITS		
<i>Produits des immobilisations financières provenant d'entreprises liées</i>	44,1	25,4
<i>Produits des éléments financiers de l'actif circulant autres produits</i>	0,0	0,2
Total des produits	44,1	25,6
CHARGES		
<i>Autres charges externes</i>	1,0	1,0
<i>Intérêts et autres charges financières autres intérêts et charges</i>	0,2	0,1
Total des charges	1,2	1,1
BENEFICE DE L'EXERCICE	42,9	24,5

Au 31 décembre 2012, le bénéfice net s'établit à 42,9 millions d'euros contre 24,5 millions d'euros à la fin de l'exercice précédent. La hausse du résultat est principalement due à l'augmentation des dividendes reçus.

Les produits se sont élevés à 44,1 millions d'euros (25,6 millions d'euros au 31 décembre 2011).

L'ensemble des charges s'inscrit à 1,2 millions d'euros contre 1,1 millions d'euros au 31 décembre 2011.



Bilan

Au 31 décembre 2012, le total du bilan de Socfin s'élève à 172,4 millions d'euros contre 165,2 millions d'euros au 31 décembre 2011.

L'actif de Socfin se compose principalement de 155,1 millions d'euros d'immobilisations financières et de 17,2 millions d'euros de disponibilités.

Avant affectation du dividende final de l'exercice, les fonds propres s'élèvent à 171,7 millions d'euros.

Portefeuille

Mouvements

Au cours de l'exercice, Socfin a acquis 217.024 actions Socfinasia et 349.478 actions Socfinaf. La valeur d'inventaire des participations s'élève à 155,1 millions d'euros au 31 décembre 2012.

Evaluation

Au 31 décembre 2012, les plus-values latentes sur le portefeuille des participations sont estimées à 386,3 millions d'euros contre 313,3 millions d'euros à la fin de l'exercice précédent.

Participations

Les principales participations ont évolué comme suit durant les derniers mois :

Socfinasia S.A. (Luxembourg) – 55,82%

Cette société détient des participations dans des sociétés d'Asie du Sud-Est actives dans le secteur du caoutchouc et de l'huile de palme.

Au 31 décembre 2012, le bénéfice net s'établit à 68 millions d'euros contre 68,2 millions d'euros au 31 décembre 2011.

La valeur d'inventaire des participations de Socfinasia S.A. s'élève à 284,6 millions d'euros au 31 décembre 2012 et l'évaluation du portefeuille fait apparaître des plus-values latentes pour 41,3 millions d'euros.

Le Conseil d'Administration proposera à la prochaine Assemblée Générale le paiement d'un dividende final de EUR 1,50 par action, un acompte de EUR 2 ayant déjà été versé en octobre 2012.

	2012	2011
Chiffres de Socfinasia S.A. (en millions d'euros)		
Actif	348,4	357,1
Actif immobilisé	285,3	281,6
Actif circulant	63,1	75,5
Passif	348,4	357,1
Capitaux propres	341,7	349,4
Dettes	6,7	7,7



Rapport de gestion social

Socfinaf S.A. (Luxembourg) – 62,90%

Cette société possède des participations dans des sociétés d'Afrique tropicale actives dans le secteur du caoutchouc et de l'huile de palme.

Au 31 décembre 2012, le bénéfice net s'établit à 30,2 millions d'euros contre 16,8 millions d'euros au 31 décembre 2011. Cette hausse du bénéfice est principalement due à l'augmentation des dividendes reçus, de la récupération de la créance sur le Zaïre et de la baisse des charges financières.

La valeur d'inventaire des immobilisations financières s'élève à 143,9 millions d'euros au 31 décembre 2012 et l'évaluation du portefeuille dégage des plus-values latentes pour 150,1 millions d'euros.

Le Conseil d'Administration proposera à la prochaine Assemblée Générale le paiement d'un dividende final de EUR 0,20 par action, un acompte de EUR 0,30 ayant déjà été versé en octobre 2012.

	2012	2011
Chiffres de Socfinaf S.A. (en millions d'euros)		
Actif	183,8	157,0
Actif immobilisé	176,2	150,4
Actif circulant	7,6	6,6
Passif	183,8	157,0
Capitaux propres	156,8	135,6
Dettes	27,0	21,4

Affectation du résultat

Le bénéfice de l'exercice de Socfin de EUR 42.923.215,17, augmenté du report bénéficiaire antérieur de EUR 59.082.984,32 forment un solde bénéficiaire de EUR 102.006.199,49 qu'il vous est proposé de répartir de la façon suivante :

Répartition bénéficiaire	EUR
Report à nouveau	66.406.199,49
du solde :	
10% au Conseil d'Administration	3.560.000,00
90% aux 14.240.000 actions	32.040.000,00
soit EUR 2,25 par action	
dont EUR 1 déjà versé en octobre 2012	102.006.199,49

Pour rappel, le dividende de l'exercice antérieur s'élevait à EUR 2 par action.



Rapport de gestion social

Après cette répartition du bénéfice, l'ensemble des réserves s'élèvera à EUR 126.545.430,89 et se présentera comme suit :

Réserves	EUR
Réserve légale	2.492.000,00
Autres réserves	57.595.807,40
Autres réserves disponibles	51.424,00
Report à nouveau	66.406.199,49
	126.545.430,89

Si vous approuvez cette répartition, le coupon n° 64 de EUR 1,25 sera payable à partir du 12 juin 2013 aux guichets des banques suivantes :

au Grand-Duché de Luxembourg : chez ING Luxembourg S.A.
52, route d'Esch
2965 Luxembourg

en Belgique : chez ING Belgique S.A.
24, avenue Marnix
1000 Bruxelles

Actions propres

La Société n'a pas procédé au cours de l'exercice 2012 à des rachats d'actions propres.

Recherche et développement

Au cours de l'exercice 2012, Socfin n'a engagé aucun frais en matière de recherche et développement.

Instruments financiers

Au cours de l'exercice 2012, la Société n'a pas eu recours à des instruments financiers.

Mentions requises prévues à l'Art. 11(1) points a) à k) de la loi du 19 mai 2006 concernant les Offres Publiques d'Acquisition

- a) Le capital social souscrit de la Société est fixé à 24.920.000 euros représenté par 14.240.000 actions sans désignation de valeur nominale, entièrement libérées. Chaque action donne droit à une voix sans limitation ni restriction.
- c) Le 20/12/1999 : Afico S.A. a déclaré détenir une participation directe de 11,38% dans le capital de Socfin, Palmeraies de Mopoli de 4,49%, Twosun Fin. Establishment de 11,24% et Geselfina de 23,05%.
- Le 10/03/2008, Bolloré Participations a déclaré détenir une participation directe et indirecte de 38,75% dans le capital
- de Socfin. 16,901% sont détenus par Bolloré, 11,532% par la Compagnie du Cambodge, 7,865% par Technifin, 1,883% par Plantations des Terres Rouges et 0,562% par la Compagnie des Glénans.
- h) Art. 13. des statuts : « *La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins. Les administrateurs sont nommés pour une période de six ans par l'assemblée générale des actionnaires. Ils sont rééligibles. Les administrateurs sont renouvelés par voie de tirage au sort, de manière qu'un administrateur au moins soit sortant chaque année.* ».



Rapport de gestion social

Art. 22. des statuts : « En cas de vacance d'un ou de plusieurs sièges d'administrateur, il pourra être procédé provisoirement à leur remplacement en observant les formalités prévues par la loi alors en vigueur ».

Art. 31. des statuts : « Les présents statuts peuvent être modifiés par décision de l'assemblée générale spécialement convoquée à cet effet, dans les formes et conditions prescrites par les articles 67 et 70 de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales. »

- i) Les pouvoirs des membres du Conseil d'Administration sont définis aux Art. 17 et suivants des statuts de la Société. Ils prévoient notamment que « Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour l'administration de la société. Tout ce qui n'est pas expressément réservé à l'Assemblée Générale par les statuts ou par la loi est de la compétence du Conseil ».

En outre les statuts prévoient à l'Art. 6 : « En cas d'augmentation du capital, le conseil d'administration détermine les conditions d'émission des actions.

Les actions nouvelles à libérer en numéraires, sont offertes par préférence aux anciens actionnaires, conformément à la

loi. L'assemblée générale appelée à délibérer, aux conditions requises pour la modification des statuts, soit sur l'augmentation du capital, soit sur l'autorisation d'augmenter le capital conformément à l'article 32(1) de la loi sur les sociétés, peut limiter ou supprimer le droit de souscription préférentiel ou autoriser le conseil à le faire de la manière et dans les conditions prévues par la loi. »

Les autres points de l'Art. 11(1) sont non applicables, à savoir :

- les restrictions au transfert de titres ;
- la détention de titre comprenant des droits de contrôle spéciaux ;
- l'existence d'un système d'actionnariat du personnel ;
- la restriction aux droits de vote ;
- les accords entre actionnaires pouvant entraîner une restriction au transfert de titres ou aux droits de vote ;
- les accords auxquels la Société est partie et qui prennent effet sont modifiés ou prennent fin en cas de changement de contrôle de la Société suite à une OPA ;
- les indemnités prévues en cas de démission ou de licenciement des membres du Conseil d'Administration ou du personnel suite à une OPA.

Valeur estimée de l'action (comptes sociaux)

Au 31 décembre 2012, la valeur estimée de Socfin avant affectation du résultat de l'exercice, mais tenant toutefois compte du paiement du dividende intérimaire, s'élève à 558,1 millions d'euros (soit EUR 39,19 par action). Cette évaluation intègre des plus-values latentes du portefeuille.

Pour rappel, le cours de bourse de l'action s'élevait à EUR 35 au terme de l'exercice 2012 contre EUR 27,50 un an plus tôt.

Evénements importants survenus après la clôture de l'exercice

Aucun événement post-clôture important concernant la Société n'est à signaler.

Principaux risques et incertitudes

Les investissements du Groupe tant en Asie du Sud-Est qu'en Afrique peuvent être soumis à des risques politico-économiques. Les dirigeants et les cadres sur place suivent l'évolution de la situation au jour le jour.



Perspectives

Le résultat de l'exercice 2013 dépendra dans une large mesure de la distribution des dividendes des filiales.

Dividendes prescrits

En vertu de l'Article 2277 du Code Civil, les dividendes non réclamés dans un délai de 5 ans à compter de la date de leur mise en paiement, sont prescrits. Dès lors, au 30 juin 2012, la Société a annulé la provision relative au coupon n° 50 et au 31 décembre celle relative au coupon n° 51.

Nominations statutaires

Le mandat de Monsieur Vincent Bolloré, Administrateur sortant, vient à échéance cette année. Celui-ci est rééligible et se représente à vos suffrages.

Le Conseil d'Administration





Aux Actionnaires de
**Société Financière des Caoutchoucs,
en abrégé SOCFIN**
Société Anonyme
4, Avenue Guillaume
L-1650 Luxembourg

RAPPORT DU REVISEUR D'ENTREPRISES AGREE

Rapport sur les comptes annuels

Conformément au mandat donné par l'Assemblée Générale des Actionnaires du 28 mai 2008, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de Société Financière des Caoutchoucs, en abrégé SOCFIN, comprenant le bilan au 31 décembre 2012 ainsi que le compte de pertes et profits pour l'exercice clos à cette date et l'annexe contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives présentés dans ce rapport annuel aux pages 96 à 103.

Responsabilité du Conseil d'Administration pour les comptes annuels

Le Conseil d'Administration est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces comptes annuels, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg ainsi que d'un contrôle interne qu'il juge nécessaire pour permettre l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Responsabilité du réviseur d'entreprises agréé

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les comptes annuels. Le choix des procédures relève du jugement du réviseur d'entreprises agréé, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. En procédant à cette évaluation, le réviseur d'entreprises agréé prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et à la présentation sincère des comptes annuels afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité.

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Conseil d'Administration, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des comptes annuels.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

A notre avis, les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière de Société Financière des Caoutchoucs, en abrégé SOCFIN au 31 décembre 2012, ainsi que des résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg.



Observation

Sans pour autant émettre une réserve, nous attirons l'attention sur la note 8 de l'annexe relative à la situation politique et économique des pays d'Afrique et d'Asie du Sud-Est dans lesquels la Société Financière des Caoutchoucs, en abrégé SOCFIN détient des investissements à travers ses filiales SOCFINASIA S.A. et SOCFINAF S.A. Ces investissements s'élèvent à EUR 43.835.112,02 et à EUR 110.703.170,44.

Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Le rapport de gestion présenté dans ce rapport annuel aux pages 87 à 92, qui relève de la responsabilité du Conseil d'Administration, est en concordance avec les comptes annuels.

Bertrange, le 20 Mars 2013

CLERC

Cabinet de révision agréé

Jean-Jacques Soisson



1. Bilan au 31 décembre 2012

		2012	2011
ACTIF	Note	EUR	EUR
ACTIF IMMOBILISE			
Immobilisations financières	3		
Parts dans des entreprises liées		155.083.692,72	141.155.244,66
Créances sur des entreprises liées		32.500,00	32.500,02
		155.116.192,72	141.187.744,68
ACTIF CIRCULANT			
Créances			
Créances sur des entreprises liées dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		56.725,94	274,99
Autres créances dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		3.150,00	1.575,00
		59.875,94	1.849,99
Avoirs en banques, avoires en compte de chèques postaux, chèques et en caisse		17.203.750,98	24.009.061,57
		17.263.626,92	24.010.911,56
COMPTES DE REGULARISATION		2.500,00	2.500,00
		172.382.319,64	165.201.156,24

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels.



Etats financiers sociaux

		2012	2011
<i>PASSIF</i>	Note	EUR	EUR
CAPITAUX PROPRES			
	4		
Capital souscrit		24.920.000,00	24.920.000,00
Prime d'émission (et primes assimilées)		501.846,51	501.846,51
Réserves			
Réserve légale		2.492.000,00	2.492.000,00
Autres réserves		57.647.231,40	57.595.807,40
		60.139.231,40	60.087.807,40
Résultats reportés		59.082.984,32	66.249.584,25
Résultat de l'exercice		42.923.215,17	24.477.844,52
Acomptes sur dividendes		-15.822.222,22	-11.866.666,67
		171.745.055,18	164.370.416,01
DETTES NON SUBORDONNEES			
Dettes envers des entreprises liées dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		6.467,51	201.509,11
Autres dettes dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		630.796,95	629.231,12
		637.264,46	830.740,23
		172.382.319,64	165.201.156,24

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels.



2. Compte de pertes et profits au 31 décembre 2012

		2012	2011
CHARGES	<i>Note</i>	<i>EUR</i>	<i>EUR</i>
Autres charges externes	5	1.000.629,47	996.610,16
Intérêts et autres charges financières			
Autres intérêts et charges		208.969,37	163.053,37
Profit de l'exercice		42.923.215,17	24.477.844,52
		44.132.814,01	25.637.508,05
PRODUITS			
Produits des immobilisations financières provenant d'entreprises liées	6	44.112.695,80	25.420.502,18
Produits des éléments financiers de l'actif circulant			
Autres produits		20.118,21	217.005,87
		44.132.814,01	25.637.508,05

Proposition de répartition bénéficiaire

	2012	2011
	<i>EUR</i>	<i>EUR</i>
Report à nouveau	66.406.199,49	59.082.984,33
Du solde :		
10% au Conseil d'Administration	3.560.000,00	3.164.444,44
90% aux 14.240.000 actions	32.040.000,00	28.480.000,00
	102.006.199,49	90.727.428,77
Dividende par action	EUR 2,25	EUR 2,00

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels.



3. Annexe aux comptes sociaux de l'exercice 2012

Note 1. Généralités

La Société a été constituée le 5 décembre 1959 sous forme d'une société anonyme et a adopté le statut de « soparfi » le 10 janvier 2011.

L'exercice social commence le 1er janvier pour se terminer le 31 décembre.

La durée de la Société est illimitée et son siège social est établi à Luxembourg. La Société est inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 5.937.

Note 2. Principes, règles et méthodes comptables

Principes généraux

Les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires luxembourgeoises et aux pratiques comptables généralement admises.

La Société prépare des comptes consolidés qui sont disponibles au siège social de la Société (4, avenue Guillaume à L-1650 Luxembourg) ou sur le site internet : www.socfin.com.

Conversion des devises

La Société tient sa comptabilité en euro (EUR) et les comptes annuels sont exprimés dans cette devise.

Les transactions effectuées dans une devise autre que la devise du bilan sont converties dans la devise du bilan au cours de change en vigueur à la date de la transaction.

A la date de clôture du bilan :

- le prix d'acquisition des titres de participation inclus dans les immobilisations financières, exprimé dans une autre devise que la devise du bilan, reste converti au cours de change historique ;

- les avoirs bancaires exprimés dans une autre devise que la devise du bilan, sont évalués sur base du cours de change en vigueur à la date de clôture du bilan ;

- tous les autres postes de l'actif exprimés dans une autre devise que la devise du bilan, sont évalués individuellement au plus bas de leur valeur au cours de change historique ou de leur valeur déterminée sur base du cours de change en vigueur à la date de clôture du bilan ;

- tous les postes de passif exprimés dans une autre devise que la devise du bilan, sont évalués individuellement au plus haut de leur valeur au cours de change historique ou de leur valeur déterminée sur base du cours de change en vigueur à la date de clôture du bilan.

Les gains et pertes de change réalisés sont comptabilisés dans le compte de pertes et profits. A la date de clôture, par application du principe de prudence, seuls les écarts de conversion négatifs sur les postes en devises sont portés au résultat.

S'il existe un lien économique entre deux transactions, les gains de change non réalisés sont comptabilisés à hauteur de la perte de change latente correspondante.



Evaluation des immobilisations financières

Les participations et les titres ayant le caractère d'immobilisation sont évalués individuellement au plus bas de leur prix d'acquisition ou de leur valeur estimée par le Conseil d'Administration, sans compensation entre les plus-values et les moins-values individuelles.

Le prix d'acquisition inclut le prix d'achat et les frais accessoires.

Pour déterminer la valeur estimée, le Conseil d'Administration se base :

- soit sur la valeur boursière ou sur les états financiers des sociétés à évaluer,
- soit sur d'autres informations et documents disponibles.

Créances

Les créances sont enregistrées à leur valeur nominale. Elles font l'objet de corrections de valeur lorsque leur recouvrement est compromis. Les corrections de valeur ne sont pas maintenues si les raisons qui ont motivé leur constitution ont cessé d'exister.

Dettes

Les dettes sont inscrites à leur valeur nominale.



Note 3. Immobilisations financières

	Parts dans des entreprises liées		Créances sur des entreprises liées		Total	
	2012	2011	2012	2011	2012	2011
	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR
Prix d'acquisition/valeur nominale au début de l'exercice	141.155.244,66	141.114.920,12	216.009,45	216.009,45	141.371.254,11	141.330.929,57
Augmentations	13.928.448,06	40.324,54	0,00	0,00	13.928.448,06	40.324,54
Diminutions	0,00	0,00	-183.509,45	0,00	-183.509,45	0,00
Prix d'acquisition/valeur nominale à la fin de l'exercice	155.083.692,72	141.155.244,66	32.500,00	216.009,45	155.116.192,72	141.371.254,11
Corrections de valeur au début de l'exercice	0,00	0,00	-183.509,43	-183.509,43	-183.509,43	-183.509,43
Dotations	0,00	0,00	-0,02	0,00	-0,02	0,00
Reprises	0,00	0,00	183.509,45	0,00	183.509,45	0,00
Corrections de valeur à la fin de l'exercice	0,00	0,00	0,00	-183.509,43	0,00	-183.509,43
Valeur nette comptable à la fin de l'exercice	155.083.692,72	141.155.244,66	32.500,00	32.500,02	155.116.192,72	141.187.744,68

L'augmentation de l'exercice est expliquée par :

- l'acquisition de 217.024 actions Socfinasia pour un montant de EUR 6.472.867,18 ;
- l'acquisition de 349.478 actions Socfinaf pour un montant de EUR 7.455.580,88.

Informations sur les entreprises dans lesquelles la Société détient au moins 20% du capital

Dénomination	Pays	% détenu	Valeur nette comptable EUR	Exercice clôturé au	Devises des comptes annuels	Fonds propres en devises (y inclus résultat net)	Résultat net en devises
Socfinaf S.A.	Luxembourg	62,90	110.703.170,44	31.12.2012	EUR	156.792.773	30.236.620
Socfinasia S.A.	Luxembourg	55,82	43.835.112,02	31.12.2012	EUR	341.720.597	68.013.878
Induservices S.A. (*)	Luxembourg	35,00	35.000,00	31.12.2012	EUR	205.114	13.093
Management Associates S.A. (*)	Luxembourg	20,00	400.000,00	31.12.2012	EUR	2.815.518	150.861
			154.973.282,46				

(*) Sur base de données financières non auditées.



Note 4. Capitaux propres

	Capital souscrit	Prime d'émission	Réserve légale	Autres réserves	Résultats reportés	Résultat de l'exercice	Acomptes sur dividendes
	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR
Situation au 1^{er} janvier 2011	24.920.000,00	501.846,51	2.492.000,00	57.595.807,40	38.330.551,86	46.905.699,05	-9.493.333,33
Affectation du résultat de l'exercice 2010 suivant décision de l'Assemblée Générale tenue en date du 1 juin 2011 :							
• Résultats reportés					27.919.032,39	-27.919.032,39	
• Dividendes						-8.544.000,00	
• Tantièmes						-949.333,33	
• Acomptes sur dividendes 2010						-9.493.333,33	9.493.333,33
Acomptes sur dividendes suivant décision du Conseil d'Administration du 20 octobre 2011							-11.866.666,67
Résultat de l'exercice 2011						24.477.844,52	
Situation au 31 décembre 2011	24.920.000,00	501.846,51	2.492.000,00	57.595.807,40	66.249.584,25	24.477.844,52	-11.866.666,67
Affectation du résultat de l'exercice 2011 suivant décision de l'Assemblée Générale tenue en date du 30 mai 2012 :							
• Résultats reportés					-7.166.599,93	7.166.599,93	
• Dividendes						-17.800.000,00	
• Tantièmes						-1.977.777,78	
• Acomptes sur dividendes 2011						-11.866.666,67	11.866.666,67
Acomptes sur dividendes suivant décision du Conseil d'Administration du 12 octobre 2012							-15.822.222,22
Extourne coupons prescrits				51.424,00			
Résultat de l'exercice 2012						42.923.215,17	
Situation au 31 décembre 2012	24.920.000,00	501.846,51	2.492.000,00	57.647.231,40	59.082.984,32	42.923.215,17	-15.822.222,22

Capital souscrit et prime d'émission

Au 31 décembre 2012, le capital souscrit et entièrement libéré est de EUR 24.920.000,00 représenté par 14.240.000 actions sans désignation de valeur nominale.

Réserve légale

Le bénéfice annuel doit faire l'objet d'un prélèvement de 5% à affecter à une réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire dès que la réserve atteint 10% du capital. La réserve légale ne peut pas être distribuée.



Note 5. Autres charges externes

	2012	2011
	EUR	EUR
Frais généraux	989.633,94	996.610,16
Impôt sur la fortune	10.995,00	0,00
Autres impôts et taxes	0,53	0,00
	1.000.629,47	996.610,16

Note 6. Produits des immobilisations financières

	2012	2011
	EUR	EUR
Dividendes reçus	44.112.695,80	25.420.502,18

Note 7. Rémunération du Conseil d'Administration

Au cours de l'exercice 2012, les membres du Conseil d'Administration ont perçu EUR 10.937,50 de jetons de présence et EUR 3.560.000,00 de tantièmes.

Note 8. Environnement politique et économique

La Société détient des participations dans des sociétés qui opèrent indirectement en Afrique et en Asie du Sud-Est.

Etant donné l'instabilité économique et politique dans ces pays d'Afrique (Sierra Leone, Liberia, Côte d'Ivoire, Ghana,

Nigeria, Cameroun et République Démocratique du Congo) et d'Asie du Sud-Est (Cambodge et Indonésie), ces participations présentent un risque en termes d'exposition aux fluctuations politiques et économiques.

Note 9. Evénements importants survenus après la clôture de l'exercice

Aucun événement post-clôture important concernant la Société n'est à signaler.





Socfin

4 avenue Guillaume
L-1650 Luxembourg

